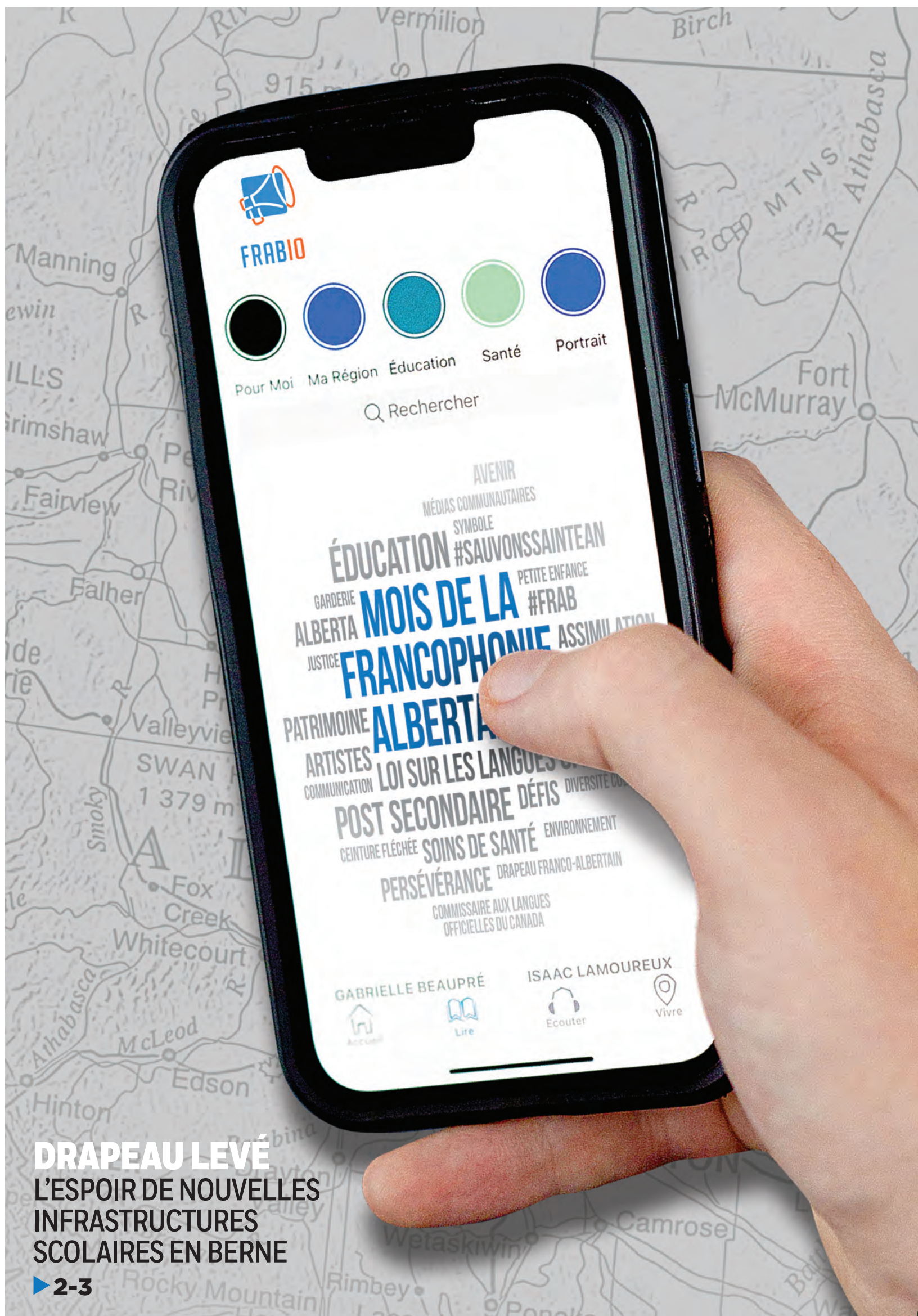




DRAPEAU LEVÉ
L'ESPOIR DE NOUVELLES
INFRASTRUCTURES
SCOLAIRES EN BERNE

► 2-3

ÉDUCATION

SECONDAIRE
LES JEUNES
RESTENT À
SHERWOOD
PARK

► 5

ÉCONOMIE



**ENTREPRE-
NEURIAT
SOCIAL**
UN NOUVEAU
PARADIGME
FRAGILE

► 7

FRANCOPHONIE



LE FRANÇAIS
UN ATOUT
POUR SA
CARRIÈRE

► 8

FRANCOPHONIE



L'ACCENT
L'ADN DE
NOTRE
IDENTITÉ

► 22

SANTÉ

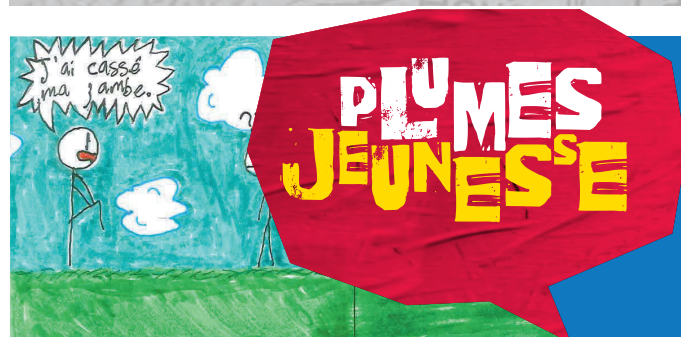
COVID-19
LES SOIGNANTS
À BOUT DE
SOUFFLE

► 24



«ÊTRE À
RAMASSER
À LA PETITE
CUILLÈRE»

► 3



**PLUMES
JEUNES**

LES ACCENTS DE LA FRANCOPHONIE
RETROUVEZ DANS CETTE ÉDITION ET CELLE DU
31 MARS LE TRAVAIL DE NOS JEUNES PLUMES.

► 10-19



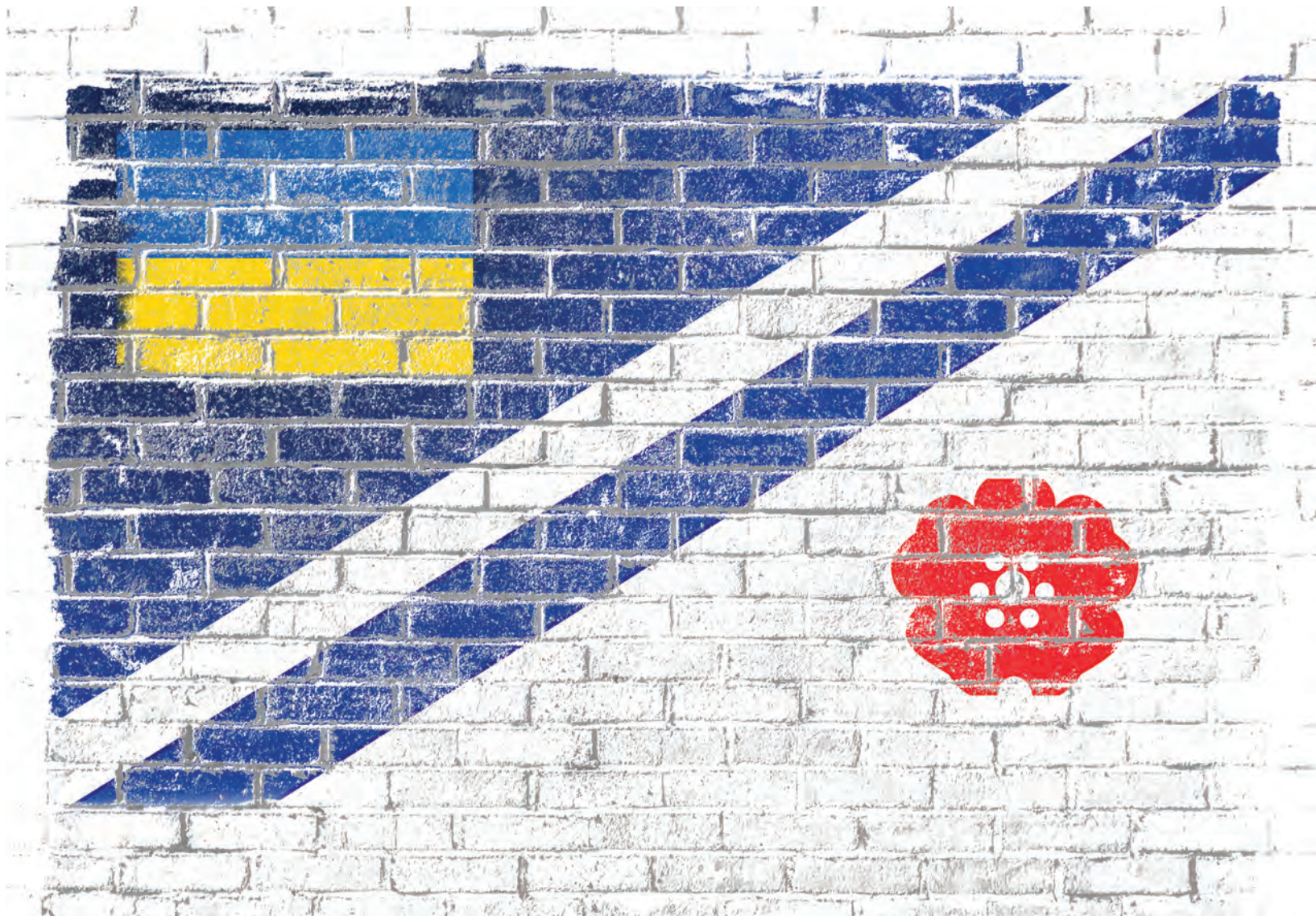
Avec l'application gratuite **Le Francopass**, pratique ton français en découvrant la francophonie locale!



• Pour t'inscrire au FP, rend toi sur : <https://francopass.artsmn.ualberta.ca/>



• Code FP valable du 17 au 30 mars 2022 : **fv8zr5bi**



↑ Le drapeau ukrainien a remplacé le drapeau franco-albertain devant l'Assemblée législative le premier jour du Mois de la francophonie.

LE DRAPEAU FRANCO-ALBERTAIN NE FLOTTE QUE QUELQUES HEURES

Le 1^{er} mars dernier, le gouvernement de l'Alberta a tenu un événement virtuel en fin de matinée pour célébrer le début du **Mois de la francophonie** pendant lequel le drapeau franco-albertain a été hissé devant l'Assemblée législative. À la fin de l'après-midi de ce premier jour de mars, il avait déjà laissé sa place à celui de l'Ukraine.

Pour Isabelle Laurin, la directrice générale de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA), voir flotter le drapeau franco-albertain devant l'Assemblée législative est symbolique. «Le gouvernement reconnaît la place de la francophonie dans la province et c'est une façon d'affirmer notre place.»

Toutefois, en 2019, le bureau du protocole de l'Alberta a adopté une politique restreignant la durée de présence des drapeaux à une seule journée au nom de l'égalité communautaire en Alberta. Le drapeau franco-albertain n'est donc visible que le premier jour du mois de la francophonie.

Un règlement qui rend amère la directrice de l'ACFA puisqu'elle souhaiterait voir le drapeau dans le ciel d'Edmonton durant tout le mois de mars. «Pour nous, une journée, ce n'est



↑ Marie Constant. «On veut voir notre drapeau franco-albertain hissé pour nos jeunes et les générations à venir.» Crédit : Gabrielle Beaupré



« LA SITUATION EST TRÈS PARTICULIÈRE CETTE ANNÉE ET QUE LA FRANCO-PHONIE ALBERTAINE EST TRÈS SOLIDAIRE DE CE QUI SE PASSE EN UKRAINE »

Isabelle Laurin



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

pas suffisant puisque notre drapeau a été reconnu comme le premier symbole de distinction sous la *Loi des emblèmes de l'Alberta*. À ce jour, et depuis 2017, il est toujours le seul.

Marie Constant, directrice générale de Francophonie jeunesse de l'Alberta, souligne qu'il y a toujours du travail à faire autant de la part de la communauté et que de celle du gouvernement afin que le drapeau franco-albertain et la francophonie soient ancrés dans la province.

Plus précisément, elle explique que les francophones doivent continuer à élever leur voix et le faire plus fort pour se faire entendre et le gouvernement doit être davantage à leur écoute. Elle soutient aussi l'importance du drapeau franco-albertain. «On veut voir notre drapeau hissé pour nos jeunes et les générations à venir.»

Fort heureusement, les ACFA régionales et de nombreuses écoles dans la province font leur part. Isabelle Laurin souligne que partout en province «les levers du drapeau franco-albertain démontrent la place passée et actuelle de la francophonie albertaine».

EN SOUTIEN À L'UKRAINE

Ce même jour, à 16h, la rédaction s'est déplacée à l'Assemblée législative pour vérifier si le drapeau était toujours présent. À son arrivée, le drapeau franco-albertain avait déjà disparu, remplacé par celui de l'Ukraine.

Par voie de courriel, Amanda LeBlanc, l'attachée de presse du ministère de la Culture et de la Condition féminine, confirme que le drapeau n'a été levé que quelques heures pendant cette première journée du Mois de la francophonie.

Devant le fait accompli, Marie Constant est perplexe. «Je trouve dommage qu'on ne puisse pas maintenir notre place la journée [où le gouvernement provincial] hisse le drapeau franco-albertain.» Elle comprend néanmoins la situation et estime que les deux drapeaux auraient dû être hissés l'un à côté de l'autre.

Quant à la directrice générale de l'ACFA, elle n'émet aucun commentaire sur le retrait rapide du drapeau. Tou-

tefois, elle mentionne que «la situation est très particulière cette année et que la francophonie albertaine est très solidaire de ce qui se passe en Ukraine».

Contacté par la rédaction, le francophone d'origine ukrainienne Roman Kravec est très fier «de voir le drapeau ukrainien hissé partout en Occident». Celui qui est membre depuis plus de 25 ans de la chorale *Edmonton Swiss Men Choir* appuie ce geste symbolique, mais n'oublie pas le plaisir qu'il a de chanter en français à chaque fois qu'il en a l'occasion.

C'est pour lui un beau geste de la part du gouvernement provincial en solidarité avec le peuple ukrainien qui se bat contre les Russes pour sauvegarder l'indépendance et la souveraineté nationale de l'Ukraine. Une souveraineté déjà tristement bien hypothéquée.

UN MANQUE DE COHÉRENCE

Lors du lancement virtuel du Mois de la francophonie par le ministère de la Culture, la lieutenant-gouverneure de l'Alberta, Son Honneur l'honorable Salma Lakhani, a offert un début et une fin d'allocation en français. Un effort remarqué. La rédaction, elle aussi, prend note de ce changement alors qu'elle avait fait la promesse en 2021, durant ce

même Mois de la francophonie, de s'exprimer dans la langue de Molière.

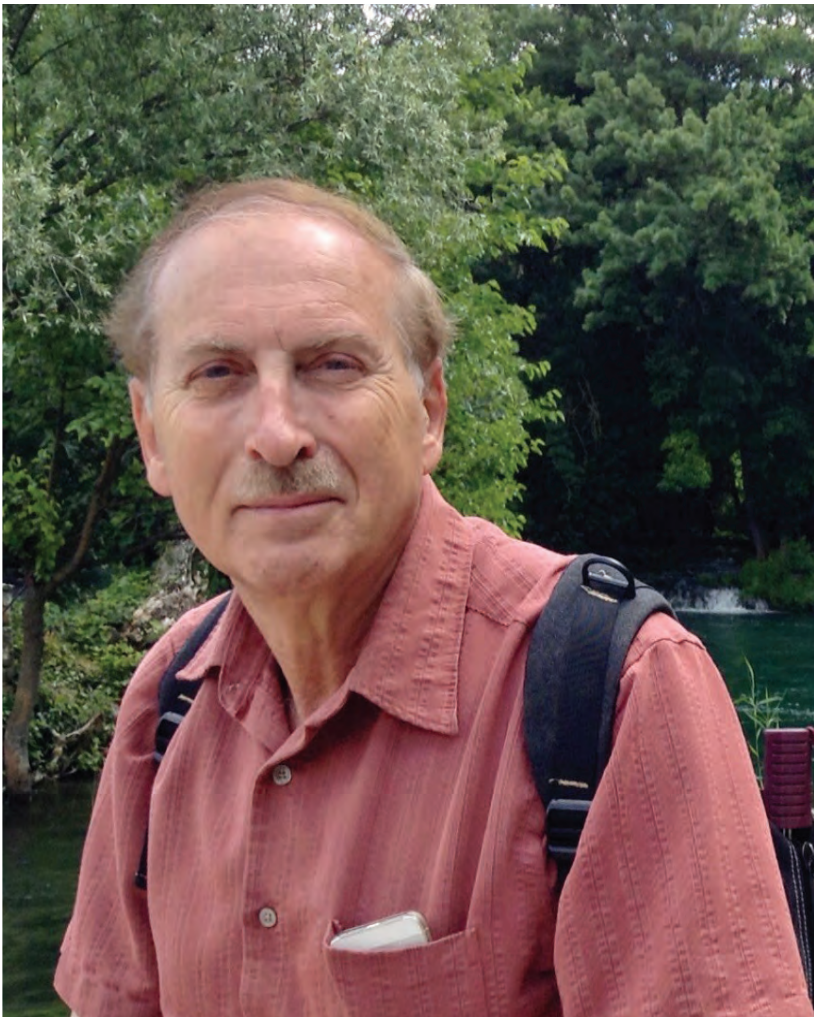
Une situation remarquable qui tranche avec l'allocation du ministre de la Culture et res-

ponsable du Secrétariat francophone. En effet, celui-ci n'a prononcé son discours que dans la langue de Shakespeare et n'a pu livrer que quelques mots en français. Un lapidaire, «merci tout le monde!» La rédaction s'est informée auprès du ministère, curieuse de savoir si lui aussi avait l'intention de suivre prochainement des cours de français. La question a été **esquivée**. ▲

GLOSSAIRE

ESQUIVÉ

Évitement habile d'une question, une attaque, un obstacle



↑ Réginald Roy, président du Conseil scolaire Centre-Est. Léo Piquette, ancien député provincial et ex-président du Conseil scolaire Centre-Est. Crédits : Courtoisie

INFRASTRUCTURES SCOLAIRES : RESPECTONS LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS ET LIBERTÉS!

Les conseils scolaires francophones de l'Alberta montent au créneau et dénoncent leur exclusion du nouveau budget provincial réservé aux infrastructures. Le ministère de l'Éducation se défend et rappelle avoir financé cinq projets francophones au cours des trois dernières années.



IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

« NOS PROJETS SONT ÉLABORÉS PAR DES FIRMES D'EXPERTS POUR S'ASSURER QU'ILS RENCONTRENT LES CRITÈRES PROVINCIAUX » Réginald Roy

GLOSSAIRE
ÉQUIVALENCE
Qui est égal ou comparable à quelque chose d'autre

MEHDI MEHENNI
JOURNALISTE

Le gouvernement de l'Alberta vient de débloquent un budget de 251 millions de dollars pour le financement de projets d'infrastructures scolaires. Une coquette somme qui ne bénéficiera, cependant, à aucune école francophone.

Les demandes ne sont pas pourtant en reste, comme le souligne le Conseil scolaire Centre-Est (CSCE). Il affirme «ne pas avoir obtenu d'annonce en infrastructures depuis la construction de l'école du Sommet» qui a été inaugurée en juin 2011.

«Bien entendu, le CSCE ne peut pas cacher sa déception face à cette annonce du gouvernement qui néglige encore une fois les priorités des francophones», martèle Réginald Roy, président du CSCE.

Il souligne, toutefois, que «le Conseil va continuer de revendiquer ses priorités en infrastructures et rappeler au gouvernement albertain de respecter ces obligations selon l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés».

Une démarche que Léo Piquette, ancien député provincial et ex-président du Conseil scolaire Centre-Est, semble fortement appuyer.

En faisant référence à la décision de la Cour suprême du Canada qui a rétabli, en juin 2020, le Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique dans ses droits, Léo Piquette estime que «les conseils scolaires ont le droit d'aller en Cour pour imposer que le gouvernement doit financer les infrastructures nécessaires à l'équivalence en Alberta».

Il rappelle aussi que «la Cour suprême du Canada s'est prononcée sur cette question. Les gouvernements provinciaux doivent répondre à l'équivalence des écoles francophones à la majorité dans les questions du financement de l'infrastructure des écoles et sa programmation».

«EN ATTENDANT DES FONDOS SUPPLÉMENTAIRES»

En annonçant l'octroi du nouveau budget réservé aux infrastructures scolaires, le gouvernement avait mis en avant des critères de sélection «rigoureux» et par «priorité».

À la question concernant si aucune demande provenant d'une école francophone n'en valait la peine, Katherine Stavropoulos, attachée de presse du ministre de l'Éducation, indique que «les conseils scolaires sont tenus de soumettre des plans d'immobilisations triennaux, qui servent à élaborer le plan provincial d'immobilisations».

Et que «toutes les soumissions d'immobilisations scolaires sont examinées et classées par ordre de priorité en fonction de critères d'évaluation dans les catégories suivantes : santé et sécurité, pressions d'inscription, conditions de construction, fonctionnalité et programmation et exigences légales».

Cela dit, souligne Katherine Stavropoulos, «le processus annuel de planification des immobilisations de la province se poursuit, comme d'habitude».

Et d'ajouter : «Nous continuons de reconnaître le besoin de nouveaux projets scolaires à travers l'Alberta. Les projets dont le financement n'a pas été approuvé dans le budget 2022 seront à nouveau pris en considération lorsque des fonds supplémentaires seront disponibles».

Katherine Stavropoulos rappelle aussi que «le gouvernement de l'Alberta s'est engagé à poursuivre la prestation de l'éducation en français dans la province et est fier d'avoir financé cinq projets d'écoles francophones au cours des trois dernières années».

Pourtant, le président du CSCE affirme que leurs projets d'infrastructures répondent aux exigences du gouvernement.

«Ils sont élaborés par des firmes d'experts pour s'assurer qu'ils rencontrent les critères provinciaux», assure-t-il.

Au sujet des projets d'écoles francophones financés au cours des dernières années par le gouvernement,

Réginald Roy tient à préciser que «bien qu'il ait eu des annonces, nous sommes toujours en mode rattrapage et réparation en raison des lacunes gouvernementales du passé».

Il cite comme exemple «Lac La Biche (qui) est en très grand besoin et Plamondon aussi. Pour Lac La Biche, il s'agit d'un projet de modernisation pour maternelle à 6 ans. On ne peut pas bien desservir notre clientèle dans ces communautés».

«C'EST UNE CLAQUE DANS LA FACE»

Le Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN) n'a pas, lui non plus, caché sa déception.

«Le CSCN est extrêmement déçu qu'aucune de ses demandes immobilières, notamment celles concernant les écoles Gabrielle-Roy et Michaëlle-Jean, n'ait été incluse dans le plan d'immobilisations de la province», regrette la présidente Tanya Saumure dans un communiqué rendu public le 4 mars dernier.

Selon elle, «plusieurs écoles du CSCN ne sont pas en mesure d'offrir une expérience éducative véritablement équivalente à celle des écoles anglophones et d'immersion à cause d'un soutien financier insuffisant en matière d'infrastructure».

Surtout qu'il s'agit d'un «problème qui s'ajoute au sous-financement opérationnel chronique dont souffrent les conseils scolaires francophones depuis des décennies».

C'est pour cette raison, relève-t-elle, qu'un «nombre important d'enfants qui sont éligibles à fréquenter les écoles du CSCN n'est pas desservi, ou mal desservi, et ne bénéficie pas d'un accès raisonnable à une école francophone». Elle estime que «cela doit changer».

En attendant, Léo Piquette, qui avait mené bataille et obtenu gain de cause dans les années 2000, s'agissant de «manquements similaires de la part du gouvernement provincial», considère qu'il «s'agit là d'une claque dans la face des conseils que de refuser toutes les demandes et priorités des écoles francophones».

«C'est bizarre qu'aucune demande n'ait été satisfaite», conclut-il. ▲

LA RÈGLE DE GRAND-MÈRE GRAMMAIRE

LES HOMOPHONES

Ce sont des mots qui se prononcent de la même façon, mais qui ont une orthographe différente.

Davantage / D'avantage(s)

Davantage est un adverbe qui signifie «encore plus».

D'avantage(s) est la contraction de la préposition «du» ou «des» et du nom commun «avantage» et cela signifie bénéfice(s) ou profit(s).

On pourrait ainsi dire :

Ex. : Il y a plein **d'avantages** à en demander davantage.

Ex. : J'ai bien mangé, c'était trop bon! J'en aurai bien pris **d'avantage!**

Ex. : Regarde ce nouveau programme de fidélité. Il y a pleins **d'avantages** pour économiser sur l'épicerie.



ÊTRE À RAMASSER À LA PETITE CUILLÈRE

C'est une expression plutôt familière qui signifie être dans un état physique déplorable, comme si on était réduit en mille morceaux!

Ex. : Après toutes les mésaventures lors de mon voyage en Alberta, j'étais **à ramasser à la petite cuillère!**

Ex. : Jade était réellement triste après sa rupture. Elle **était à ramasser à la petite cuillère.**



PUBLIREPORTAGE

UNIVERSITY
OF ALBERTA

Le stage professionnel, un grand pas vers l'emploi

Lorsque l'on parle de l'éducation à la petite enfance en français au Centre collégial du Campus Saint-Jean, on ne peut s'empêcher d'évoquer les stages professionnels qui accompagnent l'étudiant jusqu'à son diplôme. Rigoureux, intensifs, passionnants et souvent sur mesure, ils offrent une expérience professionnelle unique.

Sandra Hassan Farah, professeure-enseignante en éducation à la petite enfance au Centre collégial, aime rappeler le rôle essentiel des stages qui sont proposés lors de la formation afin d'acquérir la certification d'éducateur de niveau 2 (1 an) ou 3 (2 ans). «C'est une réelle mise en contexte avec pour chacun des stages des objectifs pédagogiques précis.» Rien d'étonnant lorsque l'on remarque que le finissant au diplôme aura un bagage de plus de 750 heures passées en stages pratiques.

Ancienne directrice d'un service de garde en Saskatchewan, diplômée en éducation, travailleuse sociale en France et à Djibouti, elle est, avec ses collègues, à l'origine du développement du programme proposé au Centre collégial.

«Créer un stage qui répond aux exigences du plan de cours validé par le gouvernement provincial prend du temps. C'est un travail d'équipe avec les professionnels de la petite enfance, de nombreux établissements, la rétroaction des étudiants et le tout dans une communauté tissée serrée.» Elle ajoute d'ailleurs que leur contenu est en constante évolution.

DES STAGES TOUT AU LONG DU CURSUS

Si l'objectif avoué de ces stages est de mettre l'étudiant en contact direct avec les enfants, il peut, dès les premiers jours, offrir certains défis. Nathalie Ouellet termine sa deuxième année, mais elle se souvient très bien de ses débuts.

«Lors de mon stage 1, j'étais super gênée, vraiment pas à l'aise avec le groupe d'âge [3 à 5 ans] dans lequel je me suis retrouvée», dit-elle avec le recul, amusée. «Heureusement, tout le monde est là pour toi. Il suffit d'être honnête envers toi-même, d'en discuter avec ton référent et les choses se placent.»

Ce premier stage, hebdomadaire, permet à l'étudiant de prendre ses marques, d'observer, de questionner. Il a ses premières interactions avec les enfants et l'équipe, qui se plie à l'exercice avec toujours beaucoup de plaisir. «C'est aussi le bon moment pour l'étudiant de savoir s'il aime

vraiment cet environnement», ajoute Sandra Hassan Farah.

Nathalie Ouellet a fini les cours magistraux pour bientôt valider sa certification de niveau 3. Alors qu'elle entame son troisième stage, elle réalise l'importance de ces moments privilégiés avec les équipes sur le terrain. «Ces stages sont là pour approfondir ce que j'ai appris à l'école. Cela te permet aussi de fonctionner différemment avec les enfants; tes vieilles habitudes de mère restent à la maison», dit-elle, énergique. Et elle sait de quoi elle parle, maman monoparentale d'une fratrie de six, elle a aussi changé son approche avec ses deux derniers depuis qu'elle étudie.

Alors que les stages 2 et 4 s'effectuent sur sept semaines à temps plein, l'étudiante avoue que son second stage en période de COVID-19 n'a pas été des plus faciles. Alors qu'il est censé offrir au stagiaire une plus grande autonomie, une grande interaction avec l'équipe, les familles et la communauté, elle a dû le faire en virtuel. «Au début, il y avait énormément de vidéos. C'était la période d'observation, j'ai développé des habiletés à créer des histoires, du contexte et avec le support de l'équipe professorale tout s'est finalement très bien passé.»

Aujourd'hui, elle effectue son troisième stage au Centre d'expérience préscolaire et parascolaire Gabrielle-Roy. «Je sens que je fais partie de l'équipe. Je prends beaucoup d'initiatives et j'adore ça. C'est le moment de mettre en application le curriculum L'Envol, favoriser le développement et l'autonomie des enfants, mais aussi leur bien-être par l'ergonomie de l'environnement dans lequel ils évoluent.» Elle insiste d'ailleurs sur la relation avec les parents des jeunes enfants dont elle s'occupe.

«J'ai rencontré "une" couple de parents, ils sont habitués à voir des stagiaires. Je n'ai pas eu le sentiment de ne pas être à ma place, bien au contraire», dit-elle, enjouée. Elle ajoute que le rôle du parent au sein de la garderie est aussi très important.

Sandra Hassan Farah insiste aussi sur la relation entre les professionnels

de la petite enfance et les familles. «Les familles apprécient énormément le fait que les stagiaires passent par les services de garde. Ils se rendent compte du sérieux de la formation et ont alors confiance en la relève.»

Si Nathalie Ouellet a pris un peu de retard dans sa formation à cause d'une grossesse, elle a hâte de commencer son quatrième stage. «J'aurais alors toutes les connaissances pour ouvrir ma garderie en milieu familial!»

Un dernier stage couvre la gestion d'un établissement, les réglementations et surtout toutes les normes de qualité imposées par le gouvernement, «un gros pavé!» explique Sandra Hassan Farah tout en relativisant les choses. «Peu importe où vous en êtes dans votre formation, les stages sont une porte d'entrée pour l'emploi.»

UNE CARRIÈRE SE DESSINE

«Lors de tes stages, tu te fais connaître. La communauté francophone de la petite enfance est très solidaire, tout le monde se côtoie», explique Nathalie Ouellet. Elle insiste sur la disponibilité de l'équipe enseignante, sur la flexibilité à aménager les stages en fonction des défis personnels des étudiants et elle n'a aucun doute de trouver rapidement un emploi.

Celle qui se dit toujours à l'affût d'en comprendre davantage insiste, «ils [les professeurs] te donnent tous les outils, c'est à toi de les prendre!»

Lorsque Sandra Hassan Farah fait le bilan de ces derniers semestres, elle avoue que certains stagiaires «ont forcé mon admiration lors de leur apprentissage». Elle souligne leur capacité à très vite acquérir une maturité qui leur permet de «résoudre des conflits, prendre des directives» et finalement être prêts pour le grand bain. «Lorsque l'étudiant obtient un emploi à temps plein, c'est pour moi une réussite.»

Finalement, Nathalie Ouellette l'affirme, «pendant mon stage, lorsqu'un petit garçon a ses yeux qui deviennent grands comme des billes dès qu'il me voit, c'est du pur bonheur. J'ai trouvé ma vocation!»



LORSQUE L'ÉTUDIANT OBTIENT UN EMPLOI À TEMPS PLEIN, C'EST POUR MOI UNE RÉUSSITE»

Sandra Hassan Farah



JE SENS QUE JE FAIS PARTIE DE L'ÉQUIPE. JE PRENDS BEAUCOUP D'INITIATIVES ET J'ADORE ÇA»

Nathalie Ouellet

FORMATION EN
PETITE ENFANCE



Les élèves de 6^e année sont très heureux de rester ensemble à Sherwood Park pour continuer leur parcours scolaire. Crédit : École Claudette-et-Denis-Tardif

LA 7^e ANNÉE À L'ÉCOLE CLAUDETTE-ET-DENIS-TARDIF

Le Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN) et Elk Island Public Schools (EIPS) sont arrivés à un accord pour offrir aux jeunes francophones la possibilité de continuer leur cursus scolaire en 7^e année dans une aile de l'école Clover Bar Junior High. Ceux-ci pourront ainsi étudier dans leur communauté de Sherwood Park dès la prochaine rentrée scolaire.

SHERWOOD PARK

ÉDUCATION

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

GLOSSAIRE

LACUNE
Absence

GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

Depuis son ouverture en automne 2015, l'école publique francophone Claudette-et-Denis-Tardif (CDT), située à Sherwood Park, n'offre que le cours du primaire. Consciente de cette lacune, la direction générale du Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN) a annoncé en mars 2021 la construction d'un nouveau bâtiment afin d'y regrouper tous les élèves de maternelle à la 12^e année. Son ouverture est prévue pour la rentrée 2025.

Entre-temps, les élèves qui termineront les études primaires devront se rendre à Edmonton puisqu'il n'y a aucune école secondaire en français dans le comté de Strathcona. «On savait qu'on perdrait nos 4^e, 5^e et 6^e années [de 2021-2022]», relate Karine Gervais, la présidente de la Société de parents de l'école CDT.

La Société des parents a alors entamé des démarches auprès du CSCN pour permettre à ces élèves de poursuivre leur parcours scolaire tout en restant dans leur communauté. Leur projet était d'ouvrir graduellement chaque niveau secondaire en l'espace de trois ans. «On voulait inaugurer la nouvelle école en sachant qu'on allait avoir des élèves de 7^e, 8^e et 9^e année.»

«À l'écoute des parents», Robert Lessard, le directeur général du CSCN,



Suzanne Gow, la vice-présidente de la Société de parents de l'école Claudette-et-Denis-Tardif (à gauche), et Karine Gervais, la présidente (à droite). Crédit : Courtoisie

explique que le Conseil scolaire a entamé les «études nécessaires pour fournir de l'information au conseil d'administration» et prendre en compte ces besoins.

UNE ANTICIPATION DU BESOIN

Le CSCN a vu avec l'ouverture graduelle de ces différents niveaux plusieurs avantages pour le futur établissement de Sherwood Park. Selon Robert Lessard, il sera plus facile de planifier concrètement le nombre d'élèves du secondaire dans le nouvel édifice. «Nous aurons déjà des élèves qui entameront leur 10^e année, alors on connaîtra déjà en partie le nombre d'élèves qui s'en viennent dans cette école.»

De plus, lorsque le nouveau bâtiment sera prêt, «il y aura des éléments au niveau de la programmation, des activités scolaires et de l'environnement scolaire qui seront déjà présents, alors la

transition du changement d'établissement se fera en douceur», explique le directeur général du CSCN.

UN PARTAGE D'ESPACE

Afin de pouvoir ouvrir les 7^e, 8^e et 9^e années, le CSCN a conclu un partenariat avec le conseil scolaire anglophone EIPS afin de pallier le manque d'espace de l'école CDT. En effet, celle-ci étant déjà au maximum de sa capacité, il a fallu trouver des solutions dans un autre établissement.

Ainsi, l'école Clover Bar Junior High d'EIPS, qui est située dans le comté de Strathcona, accueillera les jeunes élèves durant trois ans. «Nous comprenons l'importance pour les élèves de pouvoir fréquenter une école dans leur propre communauté», indique Trina Boymook, la présidente d'EIPS.

Le programme secondaire de l'école CDT sera installé dans une aile de l'école qui n'est pas fréquentée aujourd'hui. Les élèves auront droit à une éducation totalement en français et ne se mélangeront pas avec ceux de Clover Bar Junior High.

«Nous respectons l'éducation francophone. C'est pourquoi nous avons fourni au CSCN une section de notre bâtiment afin qu'ils puissent préserver la tradition francophone d'une école francophone», explique Trina Boymook.

De plus, faute d'espace dans l'école CDT, la classe de 6^e année sera transférée à cette école l'automne prochain. «Libérer leur classe va permettre de faire plus de place dans l'école puisque celle-ci est pleine à craquer», termine Karine Gervais.

LES TWEETS DE LA SEMAINE

Tanya Saumure
@TanyaSaumure

Maman engagée
- Finissante #frab
- Travaille pour la francophonie
- Présidente du CSCN - Présidente de la FCSFA

Quelqu'un m'a demandé récemment : «D'où vient ton accent, est-ce québécois ou albertain ?» Je me suis réjoui. Mon accent ? Il m'appartient, c'est l'accent Tanya Saumure ! Le mois de la francophonie approche, soyez fiers de vos racines francophones ! #frab #franc #francophonie

Bureau du Québec à Toronto
@QuebecToronto

Représentation du gvt du Québec, pour le territoire de l'Ontario, des Prairies, de la Colombie-Britannique et des territoires Économie, culture, francophonie...

Journée du drapeau franco-albertain
4 mars 2022

À tous nos amis de l'Alberta, nous vous souhaitons une exceptionnelle Journée du drapeau franco-albertain ! #frab #francoalbertain #4mars #journeudu-drapeau-francoalbertain

Notre Expérience. Votre Avantage.

Nous exerçons dans plusieurs domaines de droit y compris les testaments et successions, litiges civils et accidents de voiture.

Pierre C. Desrochers, c.r. • C. Vincent Kurata • Justin E. Kingston • Céline G. Bégin

1801 TD Tower, 10088 - 102 Avenue, Edmonton, AB T5J 2Z1
T 780.426.4660 F 780.426.0982
www.mccuaig.com

asis
ORTHODONTICS.CA

BIENVENUE!
ON PARLE FRANÇAIS

DR. MARK KNOEFEL

(780) 457-5566

OYEZ, OYEZ!

CHERS LECTEURS, CHÈRES LECTRICES EN RÉGION, VOUS ÊTES NOS YEUX ET NOS OREILLES. AFIN QUE L'ON RETROUVE VOTRE ACTUALITÉ FRANCOPHONE DANS NOS PAGES, PARTAGEZ-NOUS VOS ÉVÉNEMENTS, VOS COUPS DE CŒUR ET VOS QUESTIONS!

ÉCRIVEZ-NOUS À REDACTION@LEFRANCO.AB.CA

VOULEZ-VOUS CRÉER VOTRE ENTREPRISE ?

Laissez-nous vous accompagner et vous assister!

CDÉA Conseil de développement économique de l'Alberta

Nouveau programme du CDÉA :

INTÉGRATION entrepreneuriale réussie

pour les nouveaux arrivants.

Rencontre personnalisée, ateliers et formation, activités de réseautage, mentorat de connexion, soutien aux transports.

Contactez-nous pour un premier RDV :

Edmonton et les environs : carine@lecdea.ca

Calgary et les environs : olga@lecdea.ca

Ou visitez lecdea.ca

Financé par : Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Funded by: Immigration, Refugees and Citizenship Canada

La Survivance

La guerre se déchaîne en Europe

Ce que l'Eglise a fait

ENVAHISSEMENT DE LA POLOGNE PAR LES ALLEMANDS. LES POLONAIS RESISTENT BRAVEMENT.

REVUE DES ÉVÉNEMENTS

POSTE DE JOURNALISTE À TEMPS PLEIN

LE FRANCO RECRUTE

CONTRAT D'UN AN À PARTIR DU 1er AVRIL 2022

BASÉ À EDMONTON

CONDITION D'EMBAUCHE :
Avoir 30 ans ou moins, résident permanent ou citoyen canadien.

ENVOYEZ DÈS MAINTENANT VOTRE CV AINSI QUE DES EXEMPLES DE VOS ÉCRITS À DIRECTION@LEFRANCO.AB.CA

L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS DANS NOS ÉCOLES

Conférence Jeudi à Grande-Baie

Le dimanche 2 septembre, le premier séminaire de l'Alberta, consacré l'histoire de nos pays dans le monde anglophone.

Le dimanche 2 septembre, le premier séminaire de l'Alberta, consacré l'histoire de nos pays dans le monde anglophone.

Le dimanche 2 septembre, le premier séminaire de l'Alberta, consacré l'histoire de nos pays dans le monde anglophone.

LA MODERNISATION DE LA LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES SE CONCRÉTISE

Déposé pour la première fois le 15 juin 2021, le projet de loi C-32 sur la modernisation de la *Loi sur les langues officielles* est mort au feuillet avec le déclenchement des élections fédérales. Le 1^{er} mars dernier, **Ginette Petitpas Taylor**, la ministre responsable des langues officielles, en a déposé un nouveau. Bien qu'il reste encore des éléments à renforcer, les réactions de la francophonie albertaine sont positives.

Martin Kreiner, ancien membre du conseil d'administration de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) et vice-président de la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF), trouve que le projet de loi C-13 a beaucoup plus de mordant que celui proposé par Mélanie Joly, l'ancienne ministre responsable des langues officielles.

D'ailleurs, le projet de loi C-13 admet enfin que l'anglais et le français ne sont pas des langues égales au Canada ni en Amérique du Nord. «C'est une avancée pour la francophonie parce qu'on reconnaît la fragilité de la langue française», dit avec enthousiasme Isabelle Laurin, la directrice générale de l'ACFA.

Selon Martin Kreiner, cette reconnaissance permettra une meilleure protection et promotion du français dans les endroits, comme l'Alberta, où la langue est en situation minoritaire. La nouvelle loi encouragera également le gouvernement fédéral à travailler davantage avec les provinces afin que ces dernières offrent plus de services en français.

De plus, Isabelle Laurin salue l'ajout de la clarification des «mesures positives», un terme employé dans la Partie VII de l'actuelle *Loi sur les langues officielles*. Elle raconte que ce manque de précision a déjà posé des problématiques dans les conversations entre les institutions fédérales et l'ACFA. En effet, dans le passé, ils ont eu des visions différentes de certaines situations en raison de cette ambiguïté. «Maintenant, on va avoir une définition sur laquelle s'appuyer pour avoir des discussions dans lesquelles on va se comprendre.»

DES POUVOIRS INSUFFISANTS POUR LE COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES

Martin Kreiner est content que le Commissariat aux langues officielles se voie attribuer le pouvoir «d'infliger des sanctions administratives pécuniaires» aux entreprises de transport privées et les sociétés d'État qui ne respectent pas les deux langues officielles.

Le vice-président de la FJCF souhaite que ces sanctions imposées à ces entreprises améliorent l'expérience des francophones en milieu

minoritaire et notamment les Franco-Albertains lors de leurs voyages à travers le Canada. «J'espère qu'ils

vont recevoir un service en français à l'aéroport lorsqu'ils le demanderont.»

Toutefois, il critique le fait que le commissaire n'a pas le pouvoir de pénaliser financièrement les autres établissements et programmes fédéraux qui doivent également offrir un service dans les deux langues officielles comme Élections Canada. Il souligne qu'en Alberta, ces derniers ont parfois de la difficulté à offrir un service francophone.

ABSENCE DE CLAUSES LINGUISTIQUES

Isabelle Laurin et Martin Kreiner déplorent l'absence de **clauses** linguistiques dans le projet de loi C-13. Plus précisément, lorsque le fédéral transfère de l'argent aux

provinces dans des dossiers relevant de leur compétence, rien n'indique le montant qui sera versé à la francophonie.

D'ailleurs, en novembre dernier, le fédéral a octroyé un financement fédéral de 3,8 milliards de dollars sur cinq ans pour lui permettre de mettre sur pied un programme de garderie à 10\$ par jour.

Le montant accordé pour la communauté francophone n'a pas encore été divulgué par la province.

Avec le rajout des clauses linguistiques, le fédéral serait dans l'obligation de négocier un montant alloué aux communautés francophones lorsqu'il fait des ententes avec les provinces et les territoires. Cela «assurerait que la francophonie reçoit sa juste part du financement», explique Isabelle Laurin.

ET LA SUITE

Pour se faire entendre et faire valoir leur point de vue afin d'améliorer le projet de loi, l'ACFA et la FJCF comptent travailler en collaboration avec la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada.

En amont, Martin Kreiner assure que la FJCF, basée à Ottawa, rencon-

trera Ginette Petitpas Taylor et les autres parlementaires (députés et sénateurs) pour leur proposer des amendements qui pourraient bonifier le

projet de loi C-13.

Dans les prochaines semaines, la nouvelle mouture du projet de loi sur la modernisation de la *Loi sur les langues officielles* sera débattue à la Chambre des communes et au Sénat. «Il y a encore plusieurs étapes où on peut faire bouger les choses au bénéfice de la francophonie», déclare Isabelle Laurin. ▲



* GLOSSAIRE

CLAUDE
Disposition particulière d'une loi



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE





↑ Les femmes suivent avec attention le cours donné par une couturière professionnelle, Luketa M’Pindou. Crédits : Courtoisie



VITAL POUR LA COMMUNAUTÉ, L’ENTREPRENEURIAT SOCIAL PEUT AVOIR SES LIMITES

En Alberta, l’entrepreneuriat social se présente sous de nombreuses formes. Deux organismes locaux, l’**Alliance Jeunesse-Famille de l’Alberta Society** (AJFAS) et le **Conseil de développement économique de l’Alberta** (CDÉA), jouent leur rôle en contribuant à la communauté francophone. Joris Desmares-Decaux et Luketa M’Pindou soulignent le succès de leurs organismes, mais soulignent aussi certaines problématiques économiques liées au milieu minoritaire albertain.

La *Harvard Business School* définit l’entrepreneuriat social comme «toute stratégie ou activité» gérée par un organisme sans but lucratif (OSBL) afin de générer des revenus et soutenir une mission sociale. Une définition qui s’est raffinée dans le temps afin d’y inclure les sociétés commerciales ou les entités du secteur public qui s’engagent à développer des activités valorisant l’aspect social dans la production de biens ou de services.

Bien qu’il s’agisse principalement d’initiatives d’OSBL, les organisations privées intègrent également des politiques d’entrepreneuriat social qui aident et soutiennent leurs communautés. Tous les fonds générés par ses organisations sont dirigés vers les bénéficiaires des questions sociales sur lesquelles elle se concentre.

La Coopérative de couture de femmes Francophones africaines, pilotée par Luketa M’Pindou, le directeur général et fondateur de l’AJFAS, offre un premier pas vers l’autonomie. Elle propose des cours de couture aux femmes qui veulent en faire leur métier ou tout simplement intégrer une communauté grâce à un apprentissage du quotidien.

Il souligne d’ailleurs qu’il existe une section avec des professionnels de la couture dans l’objectif de travailler avec elles et mettre en valeur leur expertise. Luketa M’Pindou explique que «l’objectif est de toucher la communauté surtout dans le monde africain, mais aussi moderne».

Luketa M’Pindou est persuadé que la coopérative de couture est un bel exemple d’entrepreneuriat social dans la communauté francophone de l’Alberta. La coopérative a d’ailleurs reçu un financement du Conseil de développement économique de l’Alberta pour démarrer et a aussi le soutien de l’AJFAS pour le volet social.

Le Conseil scolaire Centre-Nord lui aussi collabore au projet en offrant, à un prix modique, l’accès au gymnase de l’école Michaëlle-Jean pour les cours de couture qui ont lieu tous les samedis. «Pour nous, c’est un cadeau», explique le fondateur

de l’AJFAS qui envisage d’ouvrir le cours de couture aux élèves de l’école l’année prochaine.

«Nous avons des acteurs communautaires qui sont avec nous pour accompagner ces femmes qui aimeraient être autonomes dans la communauté», dit Luketa M’Pindou.

L’ENTREPRENEURIAT SOCIAL, ACTEUR ÉCONOMIQUE AU QUOTIDIEN

Le directeur du développement économique et des services aux entreprises du CDÉA, Joris Desmares-Decaux, explique que l’entrepreneuriat social diffère selon les provinces et leur statut législatif. «Au Québec, l’entrepreneuriat social, ou plutôt l’économie sociale, est beaucoup plus développé, ce qui n’est pas le cas en Alberta». Il met l’accent sur la mission de ces organismes qui se lancent dans l’entrepreneuriat social. Celle-ci doit être claire et précise, l’objectif étant l’aspect social de l’utilisation des revenus générés.

Par exemple, le Café Bicyclette, une entreprise que les Edmontoniens connaissent bien, est la propriété du centre communautaire francophone d’Edmonton, La Cité francophone. Les profits de l’activité liée au café sont alors réinjectés dans le budget de La Cité francophone qui, en tant qu’OSBL, les utilise pour organiser des activités offertes à la communauté francophone dont, entre autres, le Flying Canoë Volant.

Joris Desmares-Decaux explique qu’il y a donc plusieurs aspects **imbriqués** dans les modèles économiques afin d’en faire un modèle social. Il réitère la méconnaissance de certains de ces aspects en Alberta faute de présence importante dans le tissu économique de la province. «Ce n’est pas quelque chose qui est très développé en Alberta.»

C’est notamment pour cette raison que le CDÉA a offert, le 1^{er} mars dernier, l’atelier *Mieux connaître l’entrepreneuriat social et son impact économique* pour mieux sensibiliser les entrepreneurs ou les leaders d’organismes à l’économie sociale, leurs avantages, mais aussi les défis qui y sont liés. Joris Desmares-Decaux dit que «c’est quelque chose qu’on souhaite continuer à développer parce

que c’est une branche de l’entrepreneuriat». La prochaine conférence est prévue pour le 5 avril et sera «une belle occasion pour les personnes intéressées et curieuses de savoir ce qu’est l’entrepreneuriat social».

DES FONDS QUE NE SONT PAS EXTENSIBLES

Si l’entrepreneuriat social présente de nombreux avantages, il peut parfois devenir problématique. Joris Desmares-Decaux explique que le développement rapide de nombreux organismes liés à l’entrepreneuriat social dans la communauté francophone peut vite créer une concurrence vis-à-vis des fonds octroyés par le gouvernement fédéral.

«Dans notre situation minoritaire, on n’a pas besoin de compétition entre francophones. On a besoin d’une consolidation, d’une collaboration», explique-t-il. Il ajoute que cela peut-être un défi quand les entreprises sociales se créent et veulent travailler sur une niche

particulière du marché sans collaborer avec les organismes déjà existants.

Il signale la facilité et la rapidité de créer, par exemple, des organismes sans but lucratif : cinq personnes, un témoin, quelques formulaires auprès du gouvernement provincial et 75 dollars. Finalement, «les gens vont se tourner vers des bailleurs de fonds réguliers et essaient de prendre un peu plus la part du gâteau que tous les organismes reçoivent», analyse Joris Desmares-Decaux.

Par conséquent, «la part du gâteau» de Patrimoine canadien sera plus petite pour tout le monde s’il y a beaucoup d’acteurs autour de la table. «C’est important d’avoir une bonne réflexion sur ce que l’on veut mettre en place comme entreprise sociale dans la communauté francophone», dit-il.

Il est à noter que Patrimoine canadien joue aujourd’hui un grand rôle dans la vie culturelle, civique et économique des Canadiens et des francophones en milieu minoritaire.

Malgré cette crainte avérée, Joris Desmares-Decaux voit aussi dans cette «concurrence» une occasion de devenir meilleur. «Cela nous pousse à innover.» Il explique que la concurrence amène les organisations à écouter leurs clients et à évoluer en fonction de leurs besoins. L’année dernière, le CDÉA a lancé le programme *Les Elles des Affaires* «qui s’adresse aux femmes entrepreneures et d’affaires d’expression française, partout en Alberta».

Le directeur du développement économique et des services aux entreprises du CDÉA conseille à ceux qui veulent devenir entrepreneurs, «choisissez bien votre mission. Choisissez bien le type d’organisme que vous voulez créer ou le type d’entreprises privées que vous voulez créer grâce à un caractère fiscal dans le but de développer la communauté et en vue de développer une nouvelle gamme de marchés et d’attirer de nouvelles clientèles. Alors, c’est très intéressant en fait et c’est des choses qui pourraient être facilement intégrées dans n’importe quel modèle d’affaires». ▲



IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

C’est quoi une coopérative?
C’est une association autonome de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs au moyen d’une entreprise dont la propriété est collective et où le pouvoir est exercé démocratiquement (Source : Alliance coopérative internationale)

GLOSSAIRE

IMBRIQUER
Lier, associer étroitement

ISAAC LAMOUREUX
JOURNALISTE

Le Comité FrancoQueer de l’Ouest cherche des personnes pour joindre son Conseil d’administration!

- Les enjeux 2SLGBTQIA+ t’intéresse?
- Tu as envie de faire une différence dans la vie de personnes comme toi?
- Tu souhaites t’engager pour faire de la #FRAB une communauté plus inclusive?

Scan pour remplir le formulaire de candidature et participe à notre **Assemblée générale annuelle (AGA)!**

Formule hybride
(AGA) 31 MARS 2022 - 18H30
@La Cité francophone d’Edmonton et Zoom

Le Conseil de développement économique (CDÉA) a été créé en 1997 sous le nom de Chambre économique de l’Alberta afin de répondre aux besoins des entrepreneurs d’expression française en Alberta. Sa mission est d’être un partenaire d’excellence d’une francophonie albertaine engagée dans la création et la mise en œuvre d’occasions durables en développement économique. Source : CDÉA lecdea.ca/qui-sommes-nous

SUGGESTIONS CULTURELLES DU FRANCO!



Les suggestions de cette semaine sont proposées par **Isabelle Déchène Guay**, traductrice, rédactrice et réviseuse de talent



Pierre Lapointe

Ah, ce cher Pierre a su capturer mon cœur musical dès la sortie de son premier album en 2004. Et depuis, je n'ai manqué aucun appel. Sa poésie, parfois au bord de l'absurde, souvent crue, et sa musique, tantôt endiablée, tantôt «douce-heureuse», recèlent toute la beauté de la langue française. Secrètement, je l'envie de pouvoir jouer ainsi avec les mots. (pierrelapointe.com)



Guy Delisle

Que ce soit Shenzhen, Pyongyang, Chroniques birmanes ou Chroniques de Jérusalem, les romans graphiques de Guy Delisle sont des bijoux d'humour et de réalisme. Avec des dessins minimalistes, il raconte ses voyages, ses rencontres et ses expériences de travail, tout en étant témoin de moments historiques. (guydelisle.com)



Est-Ouest. Réalisateur : Régis Wargnier

Au même titre que la colère ou la jalousie, l'émotivité peut amener ceux qui en souffrent dans des situations burlesques. C'est le cas dans cette comédie avec Isabelle Carré et Benoît Poelvoorde qui sont frappés d'émotivité excessive et qui ont une attirance l'un pour l'autre.



↑ Heba Atwi Reslan avec d'autres employés de Francophonie Jeunesse de l'Alberta. Crédit : Courtoisie

DES ANGLOPHONES PROPULSÉS DANS LEUR CARRIÈRE GRÂCE AU FRANÇAIS

Certains parents anglophones se rendent compte des possibilités et des avantages qu'apporte le fait de mettre leurs enfants en immersion française. **Heba Atwi Reslan et Sarah Federation**, deux anglophones, ont suivi l'intégralité de leur scolarité en immersion française. Alors que leur parcours universitaire s'est effectué avec 20 ans d'écart, la dynamique de l'immersion française a changé, mais les avantages à connaître la langue restent évidents.

Heba Atwi Reslan, coordonnatrice du développement à IG Gestion de patrimoine, est née au Québec. Toutefois, elle a déménagé en Alberta avec ses parents à l'âge de trois ans. Originaires du Liban, ses parents parlaient un français approximatif, l'autre langue historique du pays. «C'est parce que mes parents parlaient français au Liban qu'ils m'ont mis en école d'immersion», dit-elle avec gratitude.

Sarah Federation, elle, travaille en français depuis sa sortie du Campus Saint-Jean (CSJ) en 1999. Tout d'abord comme enseignante et directrice adjointe dans les écoles primaires avant d'être promue à son poste actuel de conseillère pédagogique pour les programmes d'immersion française pour le conseil scolaire Edmonton Catholic Schools.

Les écoles d'immersion française ont été créées au Canada dans les années 1970, ce qui fait que Sarah Federation a presque été impliquée dès le début de cette aventure puisqu'elle a commencé à étudier en immersion française au début des années 1980.

LA VOLONTÉ DE CONTINUER À ÉTUDIER EN FRANÇAIS

Enseignantes de mère en fille, cette passion générationnelle a mené Sarah Federation où elle est aujourd'hui. «Ma mère voyait les bénéfices académiques et cognitifs de me mettre en immersion française». Elle a étudié de la maternelle à la 12^e année dans les écoles catholiques de Saint-Albert. «À partir de l'âge de sept ans, j'avais un sens d'appartenance à la communauté francophone en Alberta.»

Elle se souvient qu'à l'époque, ses enseignantes avaient une passion conta-

gieuse pour la langue. «Je voulais devenir enseignante d'immersion et partager ce même amour de la langue avec mes élèves», dit-elle.

Heba Atwi Reslan trouve que sa connaissance de la langue française était meilleure que d'autres élèves d'immersion, mais plus faible que certains francophones. Une situation qui est devenue au fil des années son plus grand défi. «J'avais toujours l'impression d'être quelque part entre les deux.»

Pendant ses études secondaires à Ross Sheppard, elle savait que la poursuite de ses études postsecondaires en français lui offrirait de nombreuses possibilités après l'obtention de son diplôme. Elle ajoute que des membres du Campus Saint-Jean se déplaçaient souvent dans l'enceinte de son école pour y présenter les programmes, offrir des bourses et accompagner les élèves dans leur inscription. «Les deux écoles faisaient en sorte que la transition soit très simple.»

DES DIFFÉRENCES CULTURELLES QUI S'APLANISSENT

C'est lors de son baccalauréat en éducation au Campus Saint-Jean que Sarah Federation a commencé à interagir plus souvent avec des francophones. «C'est vraiment à ce moment que je me suis rendu compte que mon français et mon accent n'étaient pas tout à fait acceptés», dit-elle.

Comme étudiante au CSJ, elle évoque avoir «développé des méga-insécurités linguistiques». Elle l'explique par le fait qu'elle a développé un accent en immersion française qui faisait la risée des étudiants. Elle a donc choisi de s'exprimer plus souvent en anglais. «J'ai honte de mes choix, mais j'ai vraiment choisi de parler en anglais au Campus Saint-Jean.»

À l'époque, les étudiants formaient des amitiés autour de leurs groupes linguistiques. Elle explique que ceux de l'immersion, les Québécois et les Africains formaient chacun des cercles sociaux distincts. «C'était vraiment très divisé comme des cliques», ajoute-t-elle.

Ayant étudié au CSJ 19 ans plus tard, Heba Atwi Reslan affirme que son expérience n'avait rien à voir avec celle de Sarah Federation. «Mes meilleurs amis viennent du CSJ et la majorité est francophone», assure-t-elle. Elle ajoute



«J'AI HONTE DE MES CHOIX, MAIS J'AI VRAIMENT CHOISI DE PARLER EN ANGLAIS AU CAMPUS SAINT-JEAN»
Sarah Federation



ISAAC LAMOUREUX JOURNALISTE

que les étudiants qui s'y trouvaient constituaient un groupe extrêmement hétérogène.

Elle a découvert qu'il était extrêmement facile de se faire toutes sortes d'amis. «Tout le monde était si gentil», dit Heba Atwi Reslan. Après avoir obtenu un baccalauréat en arts avec une majeure en sociologie, elle travaille aujourd'hui dans un domaine tout à fait différent.

LES POSSIBILITÉS DE CARRIÈRE OFFERTES PAR LE FRANÇAIS COMME DEUXIÈME LANGUE

IG Gestion de patrimoine est loin d'être une entreprise francophone. Mais le consultant avec qui Heba Atwi Reslan travaille est l'un des seuls conseillers en Alberta qui offre des services en français. La jeune coordonnatrice de 25 ans indique que «70% de nos clients sont des francophones» et sait combien ils sont heureux d'investir en français. C'est pour elle une grande fierté de contribuer à la communauté francophone en Alberta.

Elle est d'ailleurs extrêmement reconnaissante pour les occasions que la langue française lui a offertes. Elle explique d'ailleurs qu'elle doit son poste actuel au fait qu'elle était auparavant adjointe de direction à Francophonie Jeunesse de l'Alberta (FJA). Elle ajoute qu'elle n'a pas fait un baccalauréat en finance, «mais que c'est toujours la langue française qui me donne ces différentes opportunités».

Ayant travaillé dans le système scolaire d'immersion française pendant plus de 20 ans, Sarah Federation affirme aujourd'hui qu'il est impossible pour elle d'envisager un emploi en anglais. «C'est complètement hors de question.» Et lorsqu'elle évoque le bilinguisme, elle souligne que le conseil scolaire Edmonton Catholic Schools offre sept différents programmes de langues. Alors que ce soit en français, en espagnol ou dans d'autres langues, «je vois qu'on offre un cadeau aux élèves d'apprendre une nouvelle langue».

Elle termine et assure que «c'est un très beau cadeau de pouvoir travailler dans ta seconde langue». Cela permet de découvrir de nouveaux amis, de nouveaux intérêts culturels, comme la littérature et la musique. «Je le recommande à tout le monde!» ▲



↑ Isabelle la Wonderful. Crédit : Courtoisie

MA FRANCOPHONIE MINORITAIRE

«
ORIGINAIRE DE QUÉBEC, CE N'EST QU'À MON ARRIVÉE EN ALBERTA, IL Y A MAINTENANT PRÈS DE 18 ANS, QUE J'AI PRIS PLEINE CONSCIENCE DE LA CHANCE D'ÊTRE BILINGUE»
Isabelle la Wonderful

Elle est arrivée dans ma vie bien avant que je n'arrive moi-même. Elle est arrivée avant que mes parents ne commencent leur famille et que leurs parents ne débutent la leur. Elle est arrivée en bateau directement d'Europe pour s'installer confortablement dans la maison de mes ancêtres et a réussi à y rester depuis toutes ces générations. Ma francophonie, inspirante et colorée, fait maintenant ses racines sur le sol albertain.
Originaire de la ville de Québec, ce n'est qu'à mon arrivée en Alberta, il y a maintenant près de 18 ans, que j'ai pris pleine conscience de la chance d'être bilingue. J'avais déjà cet atout précieux en arrivant, ce qui a facilité ma

recherche d'emploi. Depuis, j'ai toujours occupé des postes bilingues. Le français a toujours été un atout dans mon parcours.
Je me suis rapidement cherché des repères culturels et les ai trouvés au sein des Francos de la Bow, maintenant ACFA régionale de Canmore-Banff. Je me suis impliquée afin de partager avec ce merveilleux groupe de francophones nos nombreux intérêts communs comme la musique, la gastronomie et le plein air.
Au fil des années, mon implication a transcendé les limites de mon territoire et je compte plus de 10 années de bénévolat en tant que membre du conseil d'administration de nombreux organismes provinciaux d'importance. Encore une fois, mon

Isabelle Cliche a une réelle passion pour la francophonie et elle vous partage ici son parcours plutôt atypique.

expertise et mon amour de la francophonie me permettent de m'impliquer et de participer activement à son épanouissement.
Comme artiste, j'ai le bonheur et le privilège de «performer» partout dans cette belle et grande francophonie. J'y suis arrivée non seulement grâce à ma persévérance et à mon talent, mais aussi, indéniablement, grâce à ma francophonie.
Elle est tissée serrée cette communauté francophone et malgré la grande distance qui nous sépare, nous sommes vraiment très similaires. Nos écoles bourdonnent d'élèves curieux et dégourdis. Parmi nos professeurs, certains viennent d'arriver tandis que d'autres sont ici depuis longtemps et certains y sont même nés. Et cette même énumération est valide pour les parents et tous les autres membres de notre communauté francophone, tous territoires confondus.
J'aime penser que je contribue vraiment à ma francophonie par mon implication sociale, mais également grâce à mon art, mes formations et mes conférences dans les écoles ainsi que lors de mes spectacles dans les communautés. Je me vois en quelque sorte comme un pont entre le scolaire et le communautaire. Un pont qui élimine la distance entre les petits et les grands, entre les élèves et les enseignants, entre le scolaire et le communautaire, de Moncton à Vancouver.
Quel privilège que d'avoir le mois de mars pour célébrer notre belle culture francophone. Profitez-en pour découvrir de nouveaux artistes d'ici et d'ailleurs. Partagez vos coups de cœur avec votre famille, vos amis et votre réseau. Dites «Bonjour belle fleur!» à tout le monde, aujourd'hui.
Semez votre amour de notre belle langue et souriez. J'aimerais vous lancer un défi francoFUN pour les jours à venir. Racontez des blagues et RIEZ en français! Parce que le rire est une belle façon de répandre le bonheur d'être francophone. ▲

La vie en rose

Show de Drag et Burlesque

26 Mars 2022

avec / with

Lady Tenderflake

Just Glue

LeTabby Lexington

Clark Fable

Straberry Von Strudel

et autres artistes surprise!



Scannez pour acheter vos billets

Scan to buy tickets

• Portes/door: 20h

• Show: 20h30

• 5\$ membres du CFQO

• 10\$ non-membres

une présentation de presented by



Regroupement artistique francophone de l'Alberta

au/at

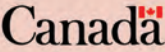
EVOLUTION WONDER LOUNGE

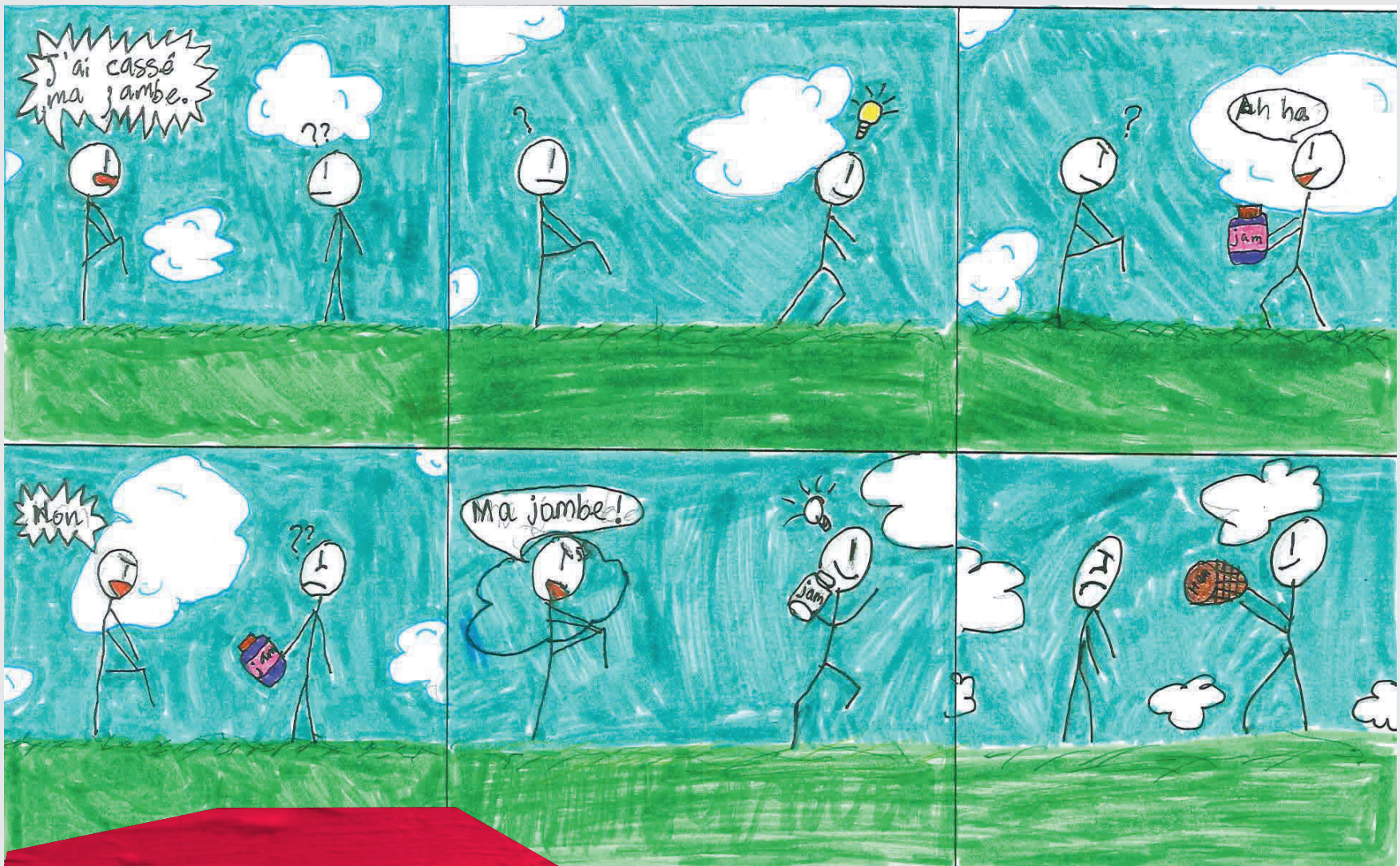


LES Rendez-vous Franco phonie



Financé par le gouvernement du Canada



Brigette Thomas, 6^e année, école Boréale

PLUMES JEUNESSE

ON AIME NOS ACCENTS!

Pour la deuxième fois cette année scolaire, le Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN) et Le Franco collaborent pour offrir aux jeunes une expérience pratique d'écriture et de création en français. C'est le concours Plumes Jeunesse!

Dans les éditions du 17 et du 31 mars, vous trouverez dans votre Franco des articles journalistiques et des caricatures sur le thème des accents francophones. Dans le cadre du Mois de la francophonie, nous avons invité les élèves à s'intéresser aux accents et à questionner notre rapport à ceux-ci.

Les élèves intéressés par le projet ont reçu de la formation personnalisée de la part de l'équipe du journal pour la rédaction de textes journalistiques. Ceux et celles qui voulaient davantage prendre la plume pour faire de la caricature ont reçu quant à eux une formation spéciale de Bado, caricaturiste de métier au journal Le Droit. Nous le remercions

chaleureusement au passage pour son implication avec la jeunesse franco-albertaine.

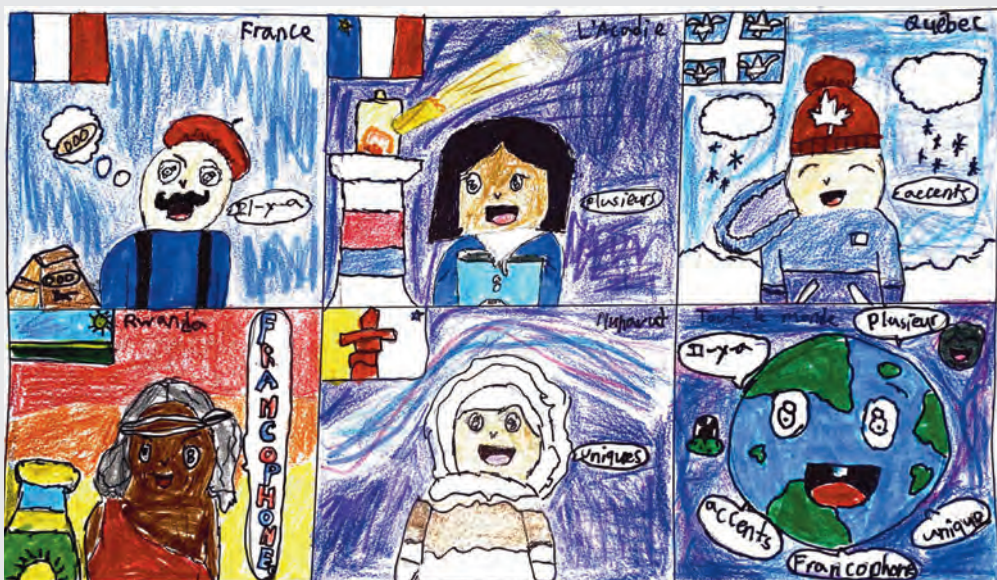
C'est le fruit de tout ce travail que nous célébrons aujourd'hui. Les contenus qui se démarquent ont été publiés et seront récompensés. Il y a un total de 650\$ en prix à gagner. Chaque gagnant et gagnante recevra également d'un t-shirt «J'ai un accent, je m'en FISH!» de l'ACFA.

En espérant que ces contenus animeront chez vous aussi une belle réflexion. Nos jeunes nous rappellent ici, souvent avec candeur, mais parfois avec frustration, que tous les accents sont valides et méritent d'être célébrés. Nos accents nous racontent.

De la part de toute l'équipe du journal, joyeux Mois de la Francophonie!

Simon-Pierre Poulin
Directeur général, Journal Le Franco

Vous retrouverez les gagnants des Plumes jeunesse dans l'édition du 31 mars 2022. Les gagnants ont été choisis par l'équipe du journal Le Franco.

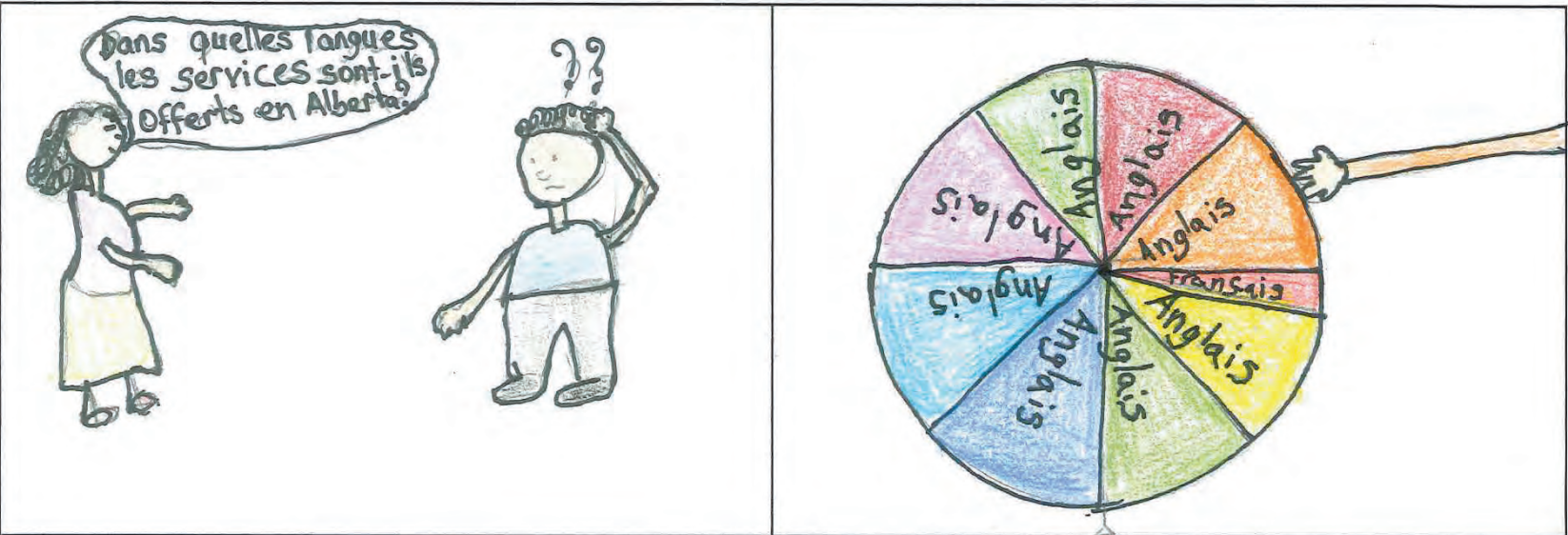
Guili Gatoni, 6^e année, école Sainte-Jeanne-d'ArcKaresha Nkamianiye, 6^e année, école Sainte-Jeanne-d'ArcAminata Diallo, 5^e année, école Notre-Dame



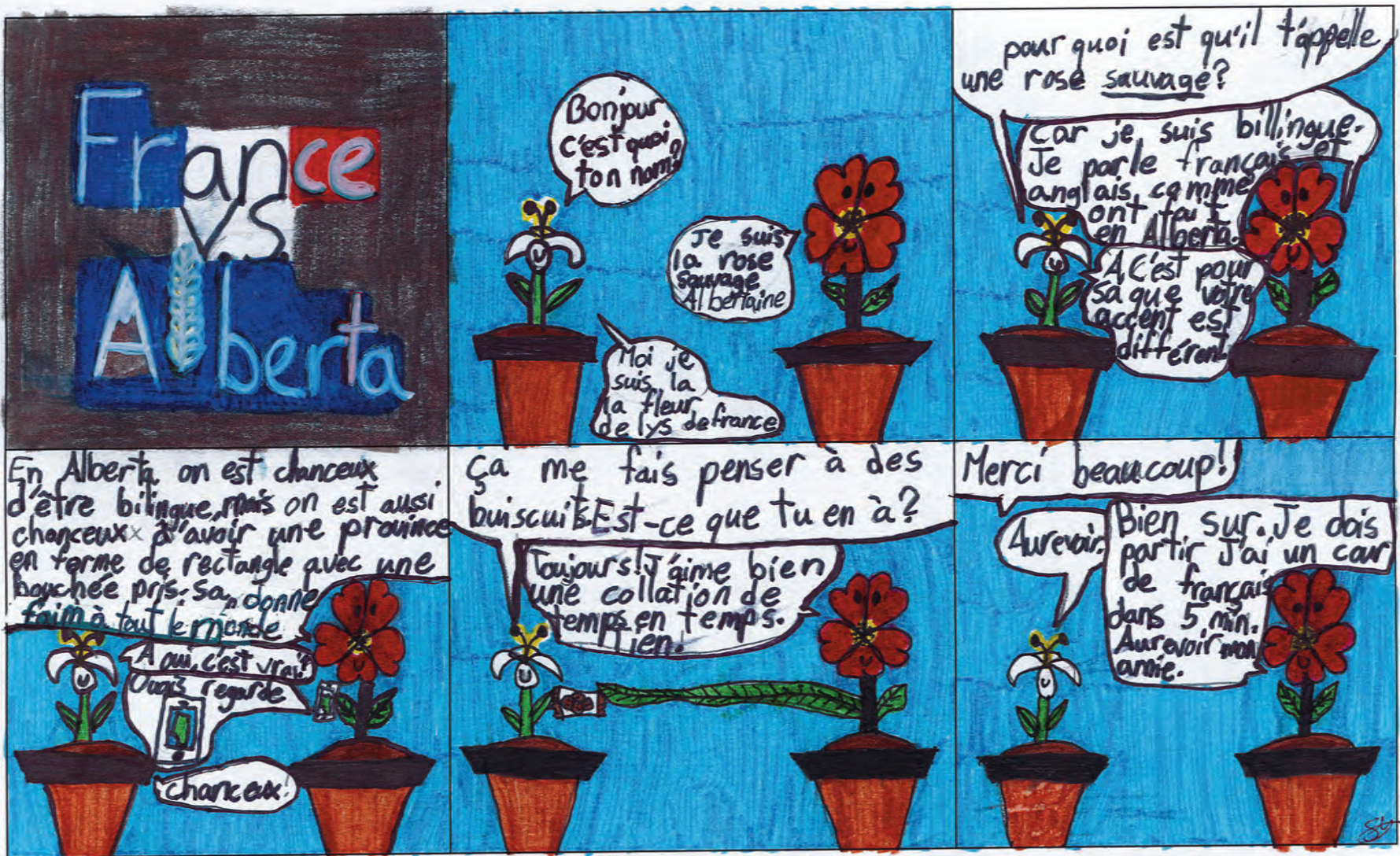
Maëli Labelle, 5^e année, école Boréale



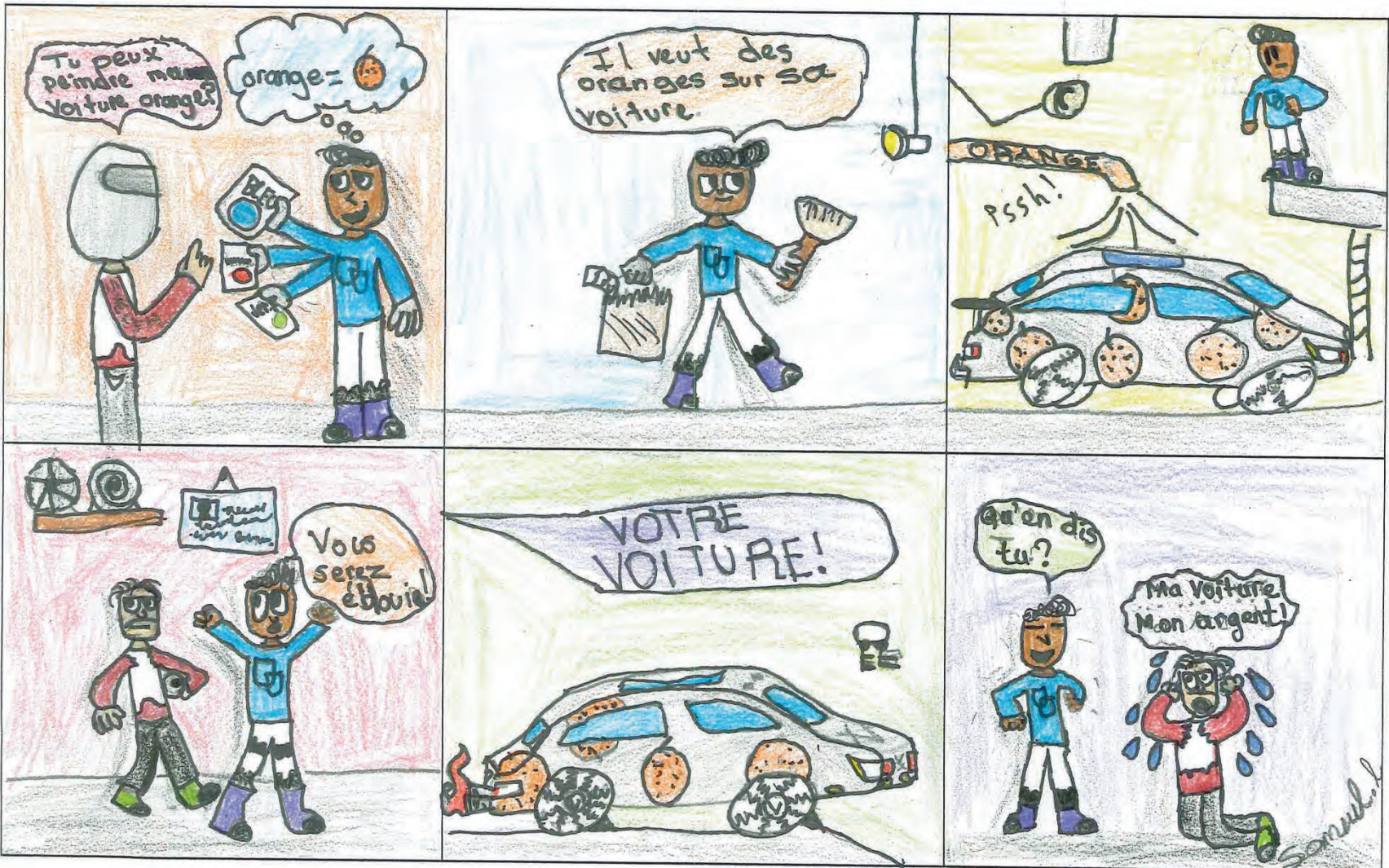
Jalil Orsot, 7^e anné, école Alexandre Taché



Emma Parent, 5^e année, école Boréale



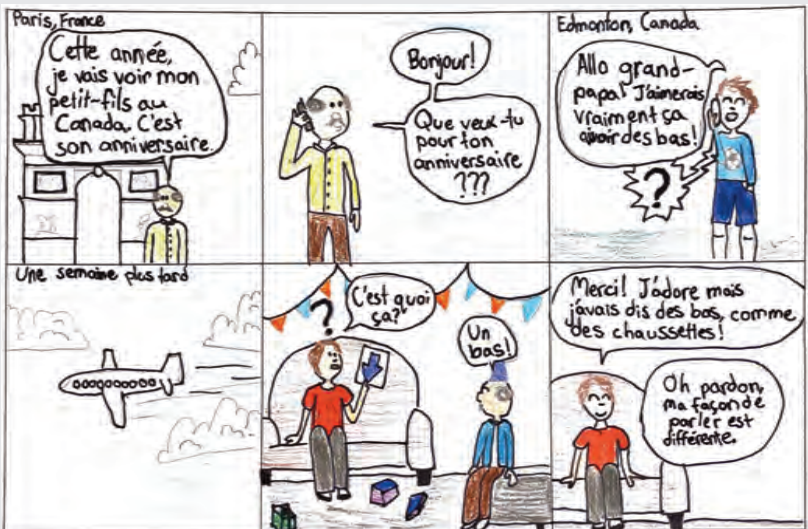
Sara Yackulic, 8^e année, école Alexandre Taché



Samuel Longarty, 5^e année, école Boréale



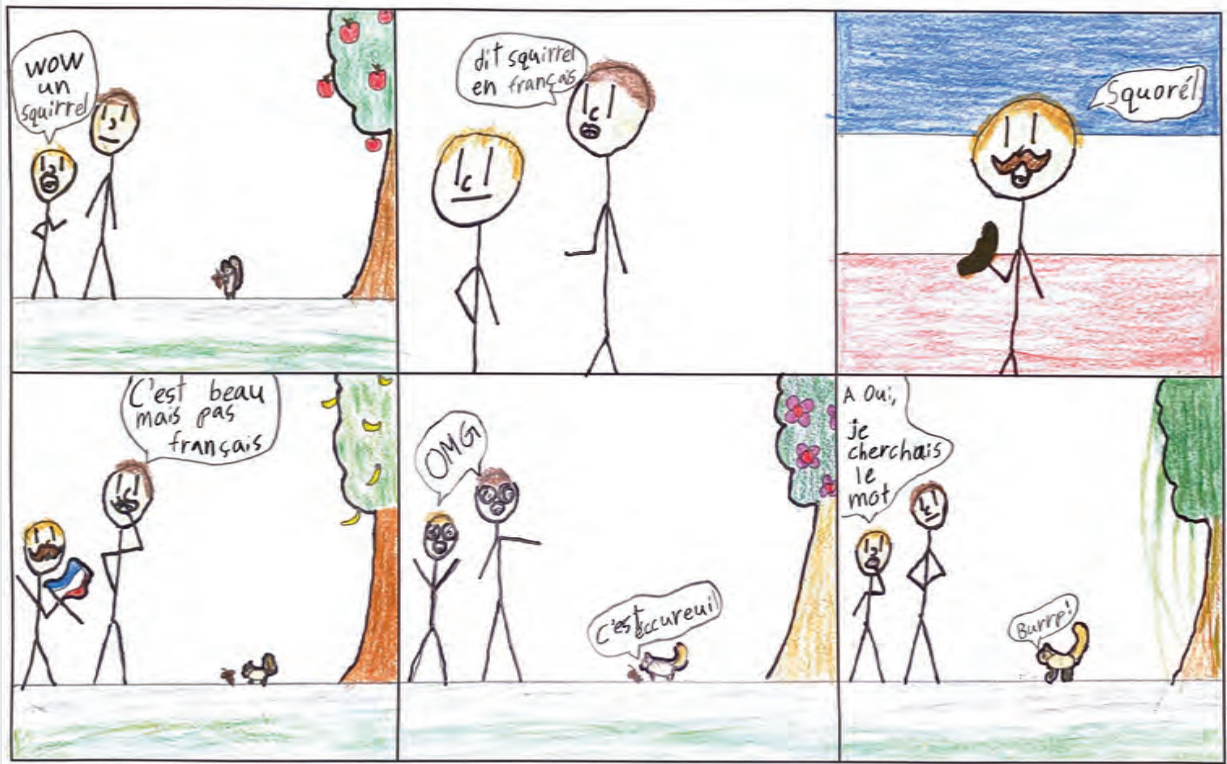
Claire Robia, 9^e année, école Boréale



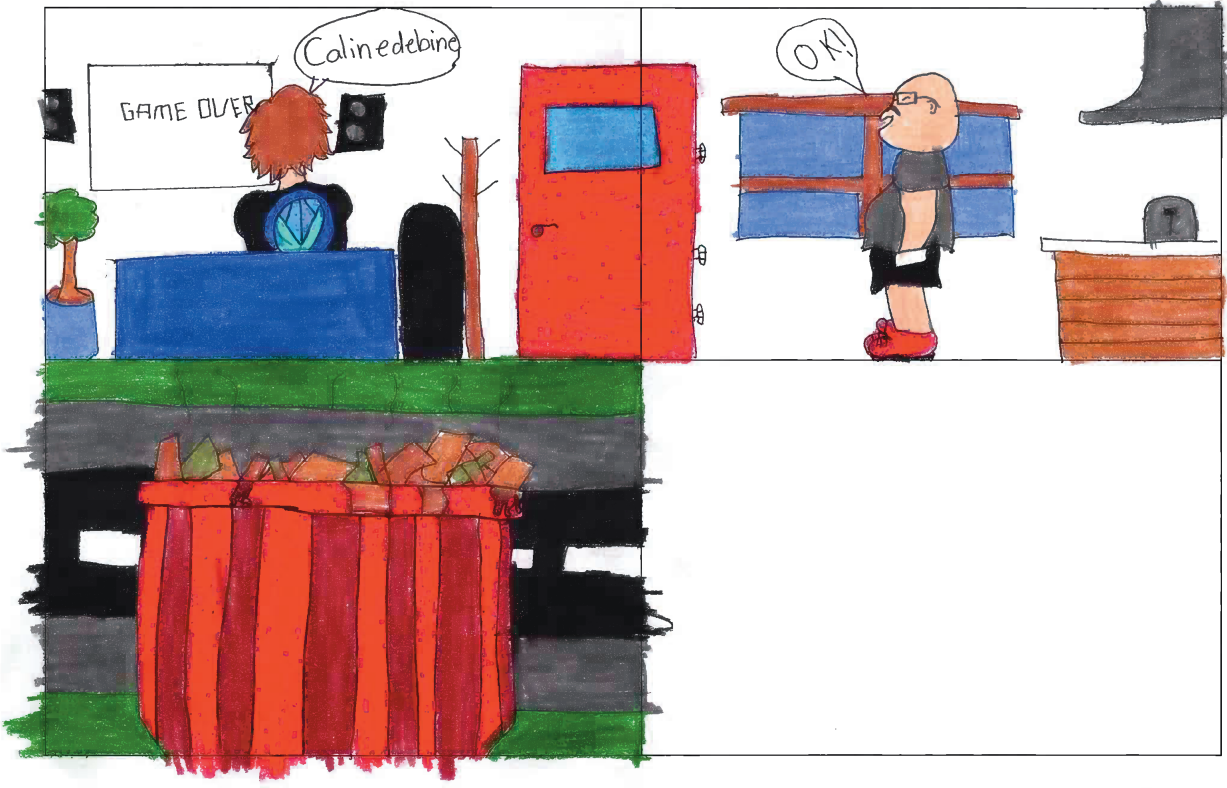
Rosalie Moquin, 6^e année, école Sainte-Jeanne-D'Arc



Manu Bouchard, 5/6^e année, école Gabrielle-Roy



George Masson, 6^e année, école Sainte-Jeanne-D'Arc



Lily D'Anjou, 5^e année, école Notre-Dame



↑ Crédit : Kenan Buhic / Unsplash.com

LES PROBLÈMES DES FRANCOPHONES   WOOD BUFFALO



Les citoyens canadiens et les autres immigrants francophones rencontrent beaucoup de problèmes quand ils déménagent en Alberta.

La **méconnaissance** ou la mauvaise connaissance de la langue anglaise, les difficultés pour trouver du travail, un logement, une  cole ou une garderie pour ses enfants, etc.

Tout cela, ce sont les problèmes auxquels sont confrontés les nouveaux arrivants en Alberta.  a les décourage. Mais heureusement il y a des organismes qui les aident. Dans notre communauté de Fort McMurray, ce sont les établissements suivants : YMCA, FRAP, CANAF et ACFA.

YMCA OF NORTHERN ALBERTA

Ils offrent des services d'emploi qui répondent aux besoins des personnes sans emploi et sous-employées, en particulier les jeunes et les immigrants canadiens, surtout francophones, en offrant des programmes d'emploi pour surmonter certains des obstacles à l'entrée sur le marché du travail. Car ils ont du personnel bilingue, donc des employés qui parlent français aussi.

FRAP - FRANCOPHONIE ALBERTAINE PLURIELLE

Cet organisme aide des personnes avec le statut de résidents permanents avec leur établissement et leur intégration dans la société canadienne.

ACFA - ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE DE L'ALBERTA

Elle organise des  v nements culturels, met sur pied un service à la petite enfance francophone (0 à 5 ans), un service de halte scolaire avant et après l' cole ainsi qu'un service d'accueil pour les nouveaux arrivants, selon leur site web.

CANAF - CENTRE D'ACCUEIL DES NOUVEAUX ARRIVANTS

Il appuie les nouveaux arrivants francophones, qui sont des citoyens canadiens, dans leur processus d'établissement en Alberta. Il facilite leur intégration culturelle, sociale et économique ainsi que leur inclusion dans la société albertaine.

Avant de déménager à Fort McMurray de Montréal en 2020, madame Irina Ivanova a cherché beaucoup d'informations sur les établissements et les écoles pour sa famille. La seule organisation qu'elle a trouvée a été le Welcome Centre de la Multicultural Association of Wood Buffalo (MCA). Ils l'ont aid e à trouver un logement et ont donné des informations sur le service social de la communauté. Mais le service a été offert en anglais.

 En arrivant ici, la coordinatrice de la Welcome Centre m'a donné des contacts de la FRAP et YMCA, car j'étais la résidente permanente , dit Irina.

Mais si une citoyenne canadienne francophone voulait déménager à Fort McMurray, Alberta? Où elle doit s'adresser? Dans quelle organisation?

En janvier 2022, le CANAF (Centre d'Accueil des Nouveaux Arrivants) a ouvert sa représentation dans notre ville, Fort McMurray. Ils offrent des services pour les migrantes canadiennes en français.

 Nous offrons le service pour des Canadiennes francophones et francophiles qui veulent déménager   Wood Buffalo,

Alberta. Nous les accompagnons durant le processus d'établissement et d'int gration , raconte Alexandra Tarasenko, l'employée du CANAF Wood Buffalo.

Désormais, les Canadiens francophones, les résidentes permanentes, les réfugiés et les autres demandeurs ont la possibilité de recevoir des services en français dans notre communauté. Des informations sur ces organisations devraient être diffusées sur Internet et les réseaux sociaux. Cela aidera les francophones à le trouver rapidement. ▲

GLOSSAIRE

MÉCONNAISSANCE
Ignorer quelque chose



ALEXANDRA CIORNII
JEUNE PLUME
ÉCOLE BORÉALE
7  ANNÉE



↑ Crédit : Timi David / Unsplash.com

UNE VIE FRANCOPHONE

Dans ce journal, on parlerait de la vie des **francophones en Alberta**. Nous allons poser des questions. Nous allons interviewer et nous allons recueillir les informations des personnes.



GLORIA ATTISSE
JEUNE PLUME
ÉCOLE BORÉALE
7^E ANNÉE

Je vous présente l’histoire de Geneviève, une mère francophone d’origine togolaise, qui est venue en Alberta quelques années plus tard, mère de trois enfants.

PLUS D’ANGLOPHONES QUE FRANCOPHONES

La raison pour laquelle il y a plus d’anglophones que de francophones en Alberta est qu’il y a plus d’anglophones qui immigreront en Alberta et le peu de francophones est bilingue et leurs enfants perdent la langue française. Au fur et à mesure qu’ils tissent des relations avec la population autre que leurs familles, ils deviennent anglophones. Étant donné que la ville est anglophone, les gens s’expriment en anglais partout.

VIVRE EN ALBERTA EN TANT QUE FRANCOPHONE

Selon ma mère, vivre en Alberta lui procure une **stabilité** et un groupement familial. Il réduit les dépenses de voyage.

Grâce à l’ACFA (Association canadienne-française de l’Alberta), ma mère a

trouvé du travail à la garderie francophone de cette institution. Et l’école Boréale est la seule école francophone à Fort McMurray où les enfants peuvent trouver une bonne éducation française. Il y a aussi la FRAP (Francophonie Albertaine Plurielle) qui aide les nouveaux immigrants francophones. Aussi la FRAP aide les immigrants français en Alberta.

DIFFICILE D’ACCÉDER EN ALBERTA À DES RESSOURCES FRANCOPHONES

Selon l’interviewée, il est difficile d’accéder à des ressources francophones à Fort McMurray où je vis parce que la ville est fortement anglophone. On rencontre rarement des francophones dans des services publics comme privés tels que la banque, l’hôpital, Service Canada et les centres d’achat.

Les administrations ne sont pas bilingues, c’est rare de trouver des bilingues à la poste, la police, la justice, l’église et la bibliothèque. C’est dur de trouver des sites francophones en Alberta. Pendant les votes en Alberta, ma mère a eu des difficultés à comprendre certains points du bulletin de vote, car tout était en anglais. Selon Geneviève, c’est difficile de vaquer pleinement à la vie quotidienne sans un minimum d’anglais.

LES DÉFIS EN ALBERTA

La réponse à la question posée à la personne : quand j’étais arrivée en Alberta, j’avais eu des

problèmes pour trouver du travail, car je ne m’exprimais pas bien en anglais et j’avais eu des difficultés. Il a fallu que je prenne du temps pour étudier l’anglais et il a fallu prendre du temps pour retourner faire des formations avant que je trouve mon premier travail.

LA DIFFICULTÉ DE TROUVER UN EMPLOI EN FRANÇAIS EN ALBERTA

La réponse à la question : il est difficile de trouver un emploi en français en Alberta, car il n’y a pas beaucoup de compagnies ou bien de sociétés francophones en Alberta. Il n’y a pas

beaucoup de compagnies où l’on ne parle que français ou qui ont besoin que les employés parlent français.

Beaucoup d’employés ici parlent anglais, dans beaucoup d’établissements, dans beaucoup de compagnies, la majorité

des gens parle anglais, c’est donc pour cela que c’est difficile de trouver des emplois dans le domaine du français.

Les compagnies qui sont en Alberta, il y en a très peu qui ont besoin des gens qui parlent français seulement. Si ce n’est pas dans les écoles francophones, il n’y a presque pas de compagnie où on a besoin de parler le français. ▲



GLOSSAIRE

STABILITÉ
Maintien d’une certaine qualité de vie



↑ Crédit : Islander Images / Unsplash.com

LA FRANCOPHONIE ET LA DISCRIMINATION FRANCOPHONE EN ALBERTA

Il est important de parler beaucoup de langues en Alberta. Ceci permettra à d'autres personnes qui ne parlent pas l'anglais de pouvoir vivre en Alberta. Dans ce journal, je veux faire la promotion du français afin de permettre aux **Franco-Albertains** qui sont intimidés de parler fièrement la langue française dans la belle province de l'Alberta.



Comme vous le savez, en Alberta, il y a une compagnie francophone qui s'appelle l'ACFA, ce qui veut dire Association canadienne-française de l'Alberta. Son but est de donner aux francophones de la province de l'Alberta un moyen de se réunir et de créer une communauté vivante en Alberta.

L'ACFA a été créée en 1995.  a fait 27 ans que cette association a été créée.

En Alberta, il y a beaucoup de francophones, un total de 268 615 Albertains et Albertaines, 19% de la population de l'Alberta en tout.   Edmonton, il y a beaucoup de francophones qui se sont bien débrouillés pour ne pas être jugés par des anglophones. Comme tous les francophones en Alberta, ils se sentent heureux d'être dans une province anglophone parce qu'ils peuvent parler les deux langues du Canada.



ILAN KOUAMÉ
JEUNE PLUME
ÉCOLE BORÉALE
8  ANNÉE

Monsieur Kouame, père d'un enfant qui habite en Alberta, est un Franco-Albertain qui a vécu au moins 40 ans en Afrique, dans son pays natal, la Côte d'Ivoire. Il est venu au Canada en 2018, à Trois-Rivières, au Québec. La langue maternelle de monsieur Kouame est le français, c'est pour ça qu'il a pu s'adapter au Québec.

Plus tard, il a décidé de changer de province et il s'est installé en Alberta. C'était difficile pour lui parce que les gens à Edmonton parlaient l'anglais. Ensuite, il a décidé de se rendre dans une autre ville pour pouvoir chercher un travail francophone avec l'ACFA.

Selon monsieur Kouame, ses collègues l'entendent des fois parler en français au téléphone. Ils sont curieux d'entendre son accent anglais; ils ne se moquent pas de son accent anglophone gentil. L'Alberta a beaucoup de francophones, surtout des Africains français. Il y a en beaucoup, surtout à Edmonton : c'est la place où on trouve beaucoup d'Africains français; il y a une grande communauté africaine.

Concernant les problématiques des Français installés en Alberta, ce n'est pas un problème

parce que ça peut les rendre franco-albertains et ils peuvent être heureux d'être en Alberta.

Techniquement, les anglophones ne jugent pas les francophones en Alberta parce qu'ils savent que c'est une des langues du Canada.

Les Franco-Albertains africains ne sont pas jugés aussi parce qu'ils ont beaucoup fait pour l'Alberta. Ils ont aidé à agrandir le nombre de la population franco-albertaine. Puis, des écoles francophones sont nombreuses en Alberta, surtout à Edmonton. C'est là-bas qu'on trouve les conseils scolaires Centre-Nord, Centre-Est et Nord-Ouest qui dirigent de nombreuses écoles francophones de l'Alberta dans les villes comme Edmonton, Fort McMurray et Grande Prairie.

Aussi, la ville où il y a beaucoup d'écoles francophones doit être Edmonton avec 20 écoles francophones. Dites-moi, penseriez-vous cela si vous voyez des francophones qui se parlent en français? ▲

GLOSSAIRE

TECHNIQUEMENT
De façon normale,
officielle

PLUMES JEUNESSE



Crédit : Bewakoof.com / Unsplash.com

LA FRANCOPHONIE EN ALBERTA

Tout a commencé en 1969 lorsque **Pierre Elliot Trudeau** a fait du Canada un pays bilingue et a fait de l'anglais et du français les langues officielles du Canada, y compris de notre province, l'Alberta. Depuis lors, la langue française est utilisée partout en Alberta, y compris dans les domaines de ces communautés : l'éducation et l'immigration.



Être une communauté francophone, c'est être capable de communiquer en français. Les Franco-Albertains sont des résidents francophones de la province canadienne. L'Alberta compte environ 2 000 communautés et sites naturels avec des noms français et une influence française comme Grande Prairie et Lacombe.

Au total, il y a 31 communautés francophones et quatre autres qui sont officiellement bilingues comme Hamlet et Plamondon.

Saviez-vous que le français était la première langue européenne parlée en Alberta?

Le français est la langue maternelle d'un Albertain sur cinq. Environ 268 615 personnes parlent le français, ce qui représente environ 2% de la population selon le recensement de 2016, ce qui peut ne pas être considéré comme un grand nombre, mais fait de l'Alberta l'une des communautés francophones à la croissance la plus rapide au Canada.

Il y a plus de 200 écoles en Alberta. Le français est enseigné à l'école comme une matière; les éducateurs y consacrent 30 à 40 minutes d'enseignement par jour et il est utilisé comme moyen de communication. Le fait d'être bilingue aide beaucoup d'étudiants et facilite l'apprentissage.

Parler plus d'une langue augmente votre vocabulaire et améliore vos perspectives d'éducation. Même si l'Alberta est considérée comme une province bilingue, l'anglais est plus répandu que le français, la plupart ne parlent même pas le français.

Si plus d'étudiants s'inscrivent dans des écoles francophones, cela augmenterait très probablement leurs notes. Des études montrent que les étudiants francophones sont plus susceptibles d'avoir de meilleures notes dans leurs évaluations que les étudiants anglophones.

Bien que l'Alberta soit censée être une province bilingue, il n'est pas obligatoire d'apprendre le français - c'est une option -, mais il est obligatoire d'apprendre l'anglais. C'est formidable que les étudiants de l'Alberta puissent bénéficier d'une éducation francophone.

Chaque année, des milliers d'immigrants francophones immigreront en Alberta pour avoir une vie meilleure. Et l'Alberta les accueille avec des services pour les aider à s'établir. L'Alberta leur offre des services sociaux comme l'emploi et d'autres services. Elle fournit des écoles pour les jeunes immigrants francophones.

Certains individus ne parlent pas les langues à leur arrivée et la province leur donne des ressources pour les aider à commencer leur nouvelle vie aussi facilement que possible. L'Alberta offre d'excellents services aux nouveaux Franco-Albertains et les aide à s'installer dans leur nouveau pays.

En écrivant ce journal, j'ai pu interviewer deux jeunes immigrants qui ont immigré en Alberta à un jeune âge et je leur ai demandé comment était leur expérience.

J'ai d'abord interviewé Immaculée N'Dri et écouté ce qu'elle avait à dire. « Bonjour, je m'appelle Immaculée N'Dri, j'ai 14 ans. Je suis arrivée à Edmonton quand j'avais 10 ans en 2017 en provenance de la Côte d'Ivoire. Quand je suis arrivée ici, je parlais le français, mais je me sentais différente parce que tout le monde avait des accents différents, surtout les accents québécois. Parfois je n'avais aucune idée de ce qu'ils disaient, mais après quelque temps, je m'y suis habituée. Quand je suis arrivée, je ne savais pas à quoi m'attendre parce que c'était un pays différent, mais quand je suis arrivée, tout le monde était très accueillant et ils m'ont aidée à m'installer dans ma nouvelle école et à m'habituer à ma nouvelle vie. »

Ensuite, j'ai interviewé Eliane Makafui

Djewe. « Bonjour, je m'appelle Eliane Makafui Djewe. J'ai 13 ans, je viens du Togo, à **Lomé**. J'ai déménagé ici quand j'avais 10 ans en 2018. Quand je suis arrivée ici, je ne parlais pas couramment le français, j'étais encore en train

d'apprendre à parler la langue, c'était difficile de s'habituer au nouvel environnement, mais je m'y suis habituée. Je me suis sentie accueillie par la communauté francophone. »

La communauté franco-albertaine est nécessaire pour faire de l'Alberta un champ de communautés avec de la diversité avec ces communautés, l'éducation est l'immigration. ▲



GLOSSAIRE

LOMÉ

Capitale du Togo, un pays d'Afrique de l'Ouest



LAURENE IGIRANEZA
JEUNE PLUME ÉCOLE
ALEXANDRE-TACHÉ
8^E ANNÉE

LES FRANCO-ALBERTAINS EN MISÈRE, CAR LEURS NÉCESSITÉS NE SONT PAS ASSOUVIES

Imaginez devoir faire partie d'une **minorité francophone** en Alberta. Vous avez moins d'avantages que les anglophones parce que c'est un milieu qui ne parle pas beaucoup le français. C'est-à-dire que vous avez moins de chance de retrouver des services dans votre langue maternelle.

FRANCOPHONIE

PLUMES JEUNESSE

GLOSSAIRE

BONIFIER

Acte de rendre meilleur

RUFINE-TYFAINE TOMPE

JEUNE PLUME

ÉCOLE BORÉALE

9^e ANNÉE

QUELS SONT LES DÉFIS ET SUCCÈS DE DIRIGER UNE ÉCOLE EN TANT QUE DIRECTRICE?

Selon Sonia Coulombe, directrice de l'école Boréale à Fort McMurray, les épreuves qu'elle traverse sont causées du fait que ses élèves parlent toujours l'anglais après qu'elle leur explique que le français est une langue qu'ils devraient plus parler pour ne pas la perdre.

Malgré ces problèmes rencontrés, les succès au sein de son école sont plus grands. Ces élèves se sentent en sécurité, ils se sentent à l'aise pour s'exprimer et se sentent entendus. Elle dit que «ces élèves s'entraident et ils sont une grande famille».

Cependant, son plus grand succès est le fait qu'elle remarque que les élèves lisent davantage et elle est très fière d'eux. Un autre problème que les directeurs d'école éprouvent est de pouvoir accéder à des ressources qui vont pouvoir leur permettre de donner à leurs étudiants des livres francophones pour leurs études, des travaux, des affiches d'explication et plus.

LES PROBLÈMES QUE LES FRANCOPHONES VIVENT EN ALBERTA

La citoyenne de Fort McMurray mentionne que les plus grands problèmes qu'elle endure sont des services dans des hôpitaux. Elle dit qu'elle a des difficultés à rencontrer des médecins et à leur expliquer ce qui ne va pas, car elle ne parle pas couramment l'anglais et la plupart du temps, il ne lui donne pas de services en français.

D'autres problèmes auxquels font face les Franco-Albertains sont de recevoir des services au magasin, s'ils ne comprennent pas ou s'ils ont une difficulté à s'exprimer. Il n'y a pas d'église francophone s'ils veulent faire leur pratique religieuse, pas beaucoup d'écoles dans leur langue maternelle, etc.

Les francophones se sentent négligés et obligés d'apprendre comment se débrouiller dans une communauté anglophone. Ils ont beaucoup de travail à faire, car la plupart de leurs besoins ne sont pas atteints.

POURQUOI DÉMÉNAGER DANS UN MILIEU ANGLOPHONE EN TANT QUE FRANCOPHONE?

Malgré le fait que leurs besoins ne sont pas comblés, la plupart des francophones ont décidé de déménager dans un milieu anglophone pour des raisons d'emploi. L'un des travaux les plus payants est dans le secteur du pétrole. Ils sont nombreux en Alberta, mais c'est un milieu plus anglophone.

D'autres raisons en particulier pourquoi ils font cela, c'est pour donner la possibilité à leurs enfants d'apprendre deux langues et d'être bilingues. Cela donne à leurs enfants de plus grandes possibilités de travailler et ils vont pouvoir comprendre une langue autre que le français. C'est-à-dire qu'ils vont avoir moins de problèmes quand ils reçoivent des services en anglais en tant que citoyens bilingues.

Après avoir exploré les différentes problématiques liées au fait d'être une minorité francophone en Alberta, vous apprendrez qu'il y a beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages pour les francophones qui déménagent en Alberta au niveau linguistique.

Il y a des bénéfices, mais ce n'est pas assez pour que cette minorité de personnes



↑ Crédit : AR / Unsplash.com

se sentent assez confortables, entendues et que leurs exigences soient respectées puis comblées. Pourtant, le fait que les francophones avec enfants donnent la possibilité à leurs enfants d'être bilingues va beaucoup améliorer notre futur en tant que Canadiens et nos enfants à mieux s'adapter aux problèmes qu'on doit vaincre.

Que pensez-vous que le gouvernement provincial albertain devrait mettre en place pour **bonifier** l'expérience de cette minorité de langue? ▲

PROJET : ACTION CLIMAT

« BIG PICTURE DU CLIMAT »

En collaboration avec EcoNova, le CDÉA organise une formation gratuite « Big Picture du Climat » à deux dates différentes pour : (1) comprendre les causes et effets du réchauffement climatique, et (2) entrevoir les solutions individuelles et collective, ainsi que les actions à prendre pour atteindre la carboneutralité. Ces formations sont destinées à tous.



Formation identique aux deux dates :
17 mars de 13 h à 16 h (HNR)
24 mars de 9 h à 12 h (HNR)



Événement gratuit, mais inscriptions obligatoires.
Les formations accueillent un minimum de 4 personnes et un maximum de 12.

PLACES LIMITÉES
INSCRIVEZ-VOUS !





TOUT LE MONDE SE LÈVE POUR FRABIO!



Tous les médias franco-albertains s'unissent pour faire rayonner davantage les contenus locaux et en français.

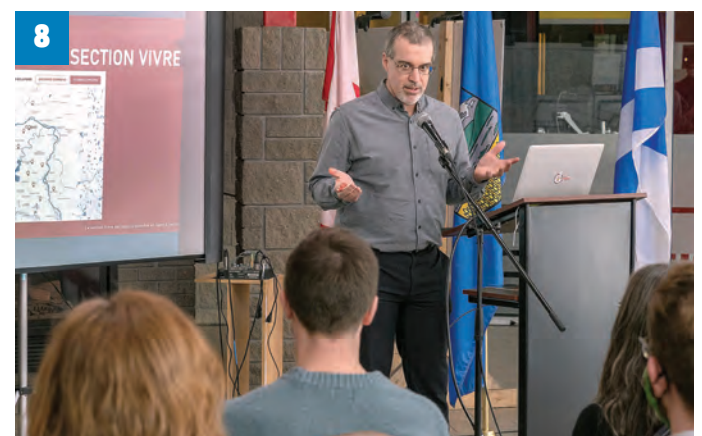
Au tout début du Mois de la francophonie albertaine, le 2 mars dernier, le journal Le Franco a effectué le lancement de Frabio en partenariat avec Radio Cité (Edmonton), Boréal FM (Plamondon-Lac la Biche) et Nord-Ouest FM (Rivière-la-Paix).

Frabio est une application mobile gratuite et tout en français. On y trouve des balados en écoute libre, des articles sur l'actualité et des services en français près de chez soi. En bref, c'est une porte d'entrée numérique vers la francophonie albertaine.

Vous pouvez télécharger Frabio dès maintenant sur App Store (iOS) et Google Play Store (Android). L'annuaire des services en français est également accessible sur le web à l'adresse frabio.io

Ce projet a été rendu possible grâce au Fonds d'appui stratégique aux médias communautaires offert conjointement par le Consortium des médias communautaires de langues officielles et le gouvernement du Canada. ▲

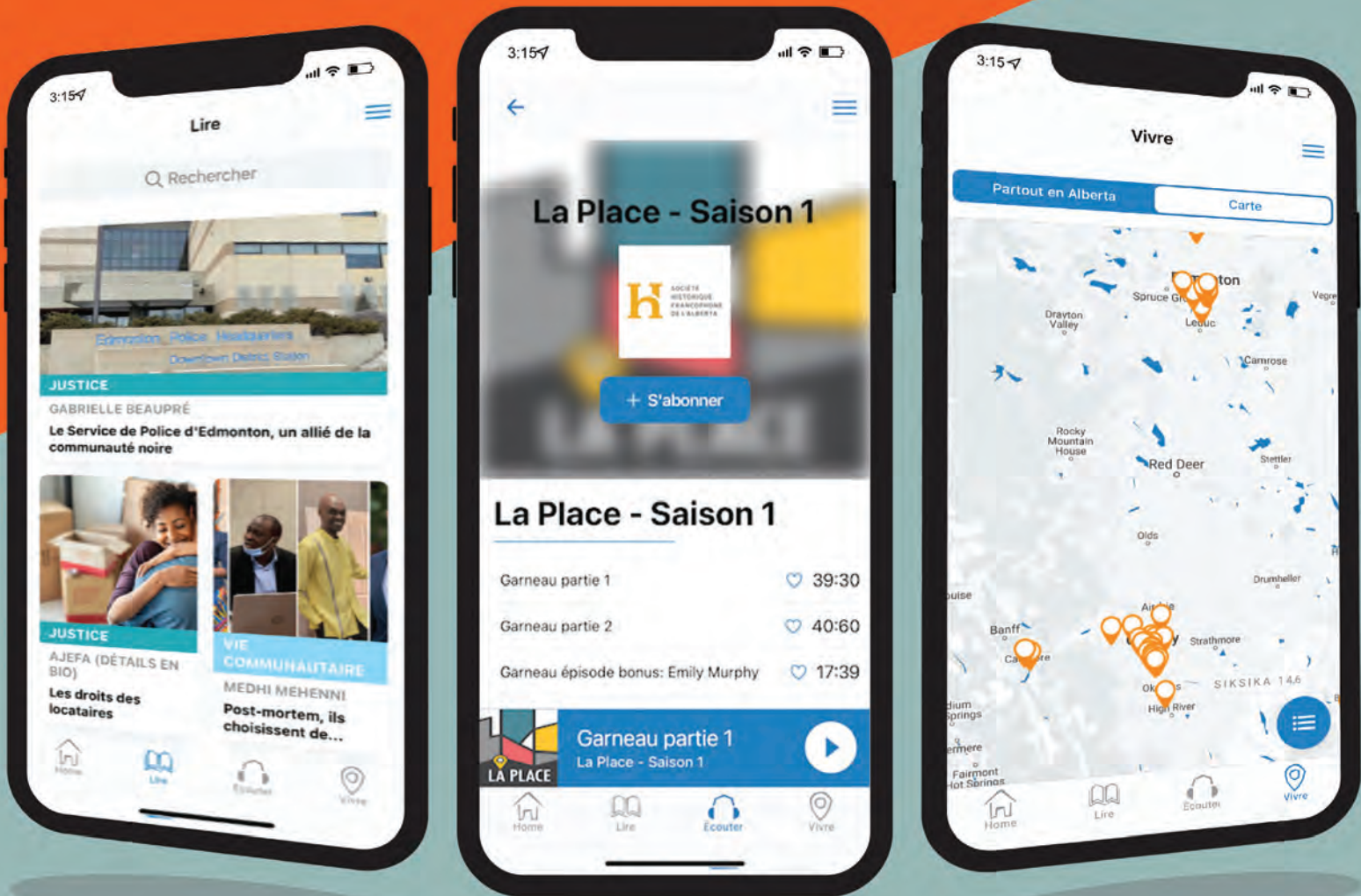
Photos : @DCClic.ca



1. Les unes de la version papier du Franco font des heureux. **2.** Alyson Roussel et Ariane Corneau, les représentantes de Boréal FM ont fait le déplacement pour le lancement de Frabio. **3.** Le directeur du Franco, Simon-Pierre Poulin, et le directeur de Réseau.Presse, François Bergeron, qui a fait le voyage pour le lancement. **4.** La foule est attentive lors de la présentation. **5.** Denis Perreux, directeur général de la Société historique francophone de l'Alberta, est heureux de présenter le balado La Place sur Frabio. **6.** Isabelle Laurin, la directrice générale de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA), a déjà adopté Frabio. **7.** Adam Brown, représentant de l'ACFA, est «extrêmement impressionné par cette appli «Frabio», une belle façon de réunir les médias et services francophones en Alberta!». **8.** Étienne Alary, directeur général du Conseil de développement économique de l'Alberta, appuie le projet Frabio. Pour lui, c'est une plateforme stratégique pour stimuler l'achat local. **9.** Josée Thibeault et Simon-Pierre Poulin animent, en toute complicité, le lancement.



Votre porte d'entrée numérique vers la francophonie Albertaine n'attend plus que vous!



TROUVEZ ENCORE PLUS DE CONTENU SUR NOTRE APPLICATION MOBILE



L'ACCENT QUE NOUS PORTONS...

«UNIVERSELLEMENT GRANDIOSE, JE NE SUIS POUTANT QU'UN ACCENT PARMI TANT D'AUTRES DANS LA DIVERSITÉ DES LANGUES»

D'avantage qu'un gène, l'accent est culturel. Antérieur à la cognition, toutefois, il provient immanquablement du fond des émotions. En effet, ce que nous ressentons et pensons se reflète pour une bonne part à travers notre accent. Particularité de la tonalité, du timbre et de la voix (prosodie), l'accent agit aussi comme un surmoi auquel l'on ne déroge pas, sous peine de se trahir soi-même ou d'être démasqué. S'il sait s'adapter, s'il tend à s'atténuer avec le temps, au contact des expériences et de l'altérité, l'accent ne s'éteint pourtant jamais réellement. Il a pour ainsi dire toutes les caractéristiques de l'entre-soi, du national, voire du nationalisme, mais sans leurs défauts. Et pour cause. Il ne s'agit pas uniquement dans son cas de vocabulaire et de mots, de dire, d'idées et de principes érigés en vertu. Bien que tout cela ait une incidence sur sa mesure et sa portée, faut-il redire, néanmoins, que l'accent de celle ou de celui qui parle est d'abord une expression révélatrice d'un enracinement dans un lieu, d'une expérience vécue, sensible, sentimentale, sincèrement éprouvée?

UN UNIVERSEL DÉPOURVU DE RÈGLES
Or, paradoxalement, c'est aussi pourquoi l'accent a toutes les apparences d'un universel puisqu'il est commun, partagé, c'est-à-dire humain. Un universel aussi lourd à porter et à transmettre qu'un héritage, certes, mais sans doute moins intransigeant, nullement figé, certainement plus flexible que la grammaire et la syntaxe. Bref, cet accent qui, dit-on, nous déterminerait en quelque sorte est en réalité la grande exception à la règle. C'est un universel sans concept : c'est-à-dire doté d'un pouvoir symbolique. Il est à l'image d'un manteau convertible : simple, souple, polyvalent, adapté à tous les contextes — passé, présent, futur —, mais non moins protecteur et surtout naturel. Universel, qui es-tu réellement? Univer-sellement grandiose, je ne suis pourtant qu'un accent parmi tant d'autres dans la diversité des langues. Un accent francophone de quelque part au Nouveau-Brunswick, le long du littoral côtier de la Péninsule

acadienne. Un accent forgé au contact de la mer, des vagues et du vent fouettant de l'Atlantique. Un accent, celui hérité des pêcheurs arrivant au quai avec leur cargaison de poisson et des bûcherons affairés courageusement dans la forêt depuis l'aube. Mais si mon accent est tout cela — un accent acadien, distinct du *chiac* toutefois — ne serait-il pas également, pour avoir baigné parmi elles, imprégné des francophonies québécoise, ontarienne, non moins qu'albertaine? J'allais oublier — mais oublie-t-on vraiment? — qu'il y a aussi quelque chose de l'accent que je porte à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, là-bas, à Port-la-Joye et à Prée-Ronde, lieux d'établissement de mes ancêtres, les Haché-Gallant et les Thibodeau, ainsi qu'en France, dans le Poitou, l'Anjou et la Vendée. Et, comme si tout cela ne suffisait pas, voilà que mon accent cohabite depuis plus de vingt-cinq ans avec la Touraine, ma terre d'adoption.

UNE SECONDE NATURE
Peut-être est-ce en définitive cette région de France, la Touraine, dont on dit souvent qu'il n'y a pas d'accent, qui me fait retourner à moi-même, à mon accent, celui que je porte depuis l'enfance. En tout cas, ce n'est pas que la Touraine le rejeterait nécessairement, bien au contraire, mais simplement qu'il y a un moment, dans une vie, où l'accent refait surface avec vigueur et traduit parfaitement notre être sans le trahir; cet être qui, submergé par le souvenir, presque hanté par la mémoire (mnémosyne), se meut soudainement comme dans un jeu de balancier, allant du futur au passé, et vice-versa, en passant par le présent. C'est ainsi que resurgissent spontanément, malgré soi, en dépit de la distance par rapport à la terre natale, les mots-clés de la langue et surtout d'un parler dont la saveur semblait à coup sûr disparue ou tombée pour ainsi dire en désuétude. Là se trouvent tout le pouvoir et toute la splendeur de l'accent, en l'occurrence cet accent acadien que je porte en moi. À la fois unique et universel. Nous sommes en réalité ce que notre accent a fait de nous, à savoir : une seconde nature, celle qui se trouve désormais dans nos enfants ; une nature sans doute moins dominante,

puisque métamorphosée par la transition des générations et l'exil, mais toujours là, à la fois culturellement et affectivement. Comment, pourquoi, sous quelle forme cet accent en vient-il à se manifester bien des années plus tard, et ce, malgré l'éloignement? En définitive, tout ou presque me rappelle l'accent acadien : que ce soit le parler des anciens du Poitou ou la simplicité de leur regard, le parfum des saisons, le souvenir du Clain (la rivière traversant le centre-ville à Poitiers), ma bibliothèque chargée de livres dans lesquels se trouve toujours une lettre de ma mère écrite à la main, les érables devant la maison, une chanson comme Grand-Pré (*Ode à l'Acadie*)..., derrière tout cela résident des visages, des voix, un accent ; mon accent, celui de mon pays, de mes proches. Comment pourrais-je oublier dès lors que j'ai les miens en souvenir comme une tache d'encre qui me ramène constamment à leur accent, l'accent que je porte en moi.

UNE ŒUVRE D'ART
L'accent acadien, celui que je porte, comme tout autre accent d'ailleurs, c'est pratiquement comme une œuvre d'art. Ce n'est pas seulement qu'une prononciation, une tonalité, un timbre, une voix, avec ses traits distinctifs et sans doute aussi avec ses **altérations** grammaticales et phonétiques. C'est également l'équivalent d'une œuvre tangible, d'une création. C'est aussi ce qui permet d'assurer la permanence d'un monde, d'une communauté, d'un peuple, le peuple acadien. C'est pourquoi, à l'image des grandes créations et représentations artistiques qui transcendent le simple fait d'exister, l'accent doit être préservé, entretenu, protégé et promu au patrimoine mondial de l'humanité. Au même titre que l'art, l'accent est ce par quoi nous nous identifions aux autres et contribuons à façonner le monde. Pour reprendre une pensée bien connue, celle du philosophe allemand G.-W. Friedrich Hegel dans ses écrits esthétiques, et l'adapter à mon propos, je dirais sans hésitation que l'accent est le moyen du langage par lequel la conscience devient conscience de soi, c'est-à-dire la façon par laquelle l'esprit humain s'approprie le monde et l'humanise. ▲

GLOSSAIRE
ALTÉRATION
Modification de l'état d'un son, d'un objet, etc.



ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR

Gouvernement du CanadaGovernment of Canada

INVITATION À SOUMETTRE UNE EXPRESSION D'INTÉRÊT CONCERNANT LA DISPONIBILITÉ DE LOCAUX À LOUER À EDMONTON (ALBERTA)
NUMÉRO DE DOSSIER : 81001969

Services publics et Approvisionnement Canada invite toutes les parties intéressées à soumettre une réponse, au plus tard le 21 avril 2021, concernant la disponibilité de locaux à bureaux à louer dans des immeubles à Edmonton, pour un bail de 10 ans débutant le ou vers le 1^{er} septembre 2024.

Pour voir la version intégrale de cette invitation et y répondre, veuillez consulter le www.achatsetventes.gc.ca/biens-et-services/location-de-biens-immobiliers ou communiquer avec Angela Lee au 780-271-8967 ou à angela.lee@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Canada

JE M'ABONNE / J'OFFRE LE FRANCO

1

Je choisis l'abonnement papier de 24 numéros à **48\$ / an.** ☐

Merci de m'envoyer en plus la version PDF gratuitement pendant 1 an ☐

2

Je choisis l'abonnement numérique uniquement à **24\$ / an.** ☐

NOM

ADRESSE

VILLE

PROVINCE

CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

COURRIEL

À renvoyer accompagné de votre règlement par chèque à :

Des questions?
reception@lefranco.ab.ca

Le Franco
Pavillon II, Suite 303
8627, Rue Marie-Anne Gaboury (91 St) NW, Edmonton,
AB T6C 3N1

Ou pour plus de facilité, payez par carte bancaire en vous connectant sur notre site WEB lefranco.ab.ca/abonnement





TU ES UN·E JEUNE FRANCOPHONE ENTRE LA 7E ET 12E ANNÉE?

Inscris-toi au camp (virtuel)
Jeunes Entrepreneurs !





23 AU 25 MARS
OU
30 MARS AU 1 AVRIL
DE 17 H À 18 H 30

Rencontre du Comité exécutif de l'ACFA · 2 et 5 mars 2022, par visioconférence



POINTS SAILLANTS

Rapport de la présidente

La présidente a participé à la Cérémonie du Mois de l'histoire des noirs, organisée par la FRAP. Elle a rencontré le futur doyen du Campus Saint-Jean, Dr Jason Carey, afin d'entamer les collaborations. À l'invitation du ministre Ron Orr, elle a également pris part à la Cérémonie d'ouverture du Mois de la francophonie albertaine et y a prononcé une allocution.

Termes de référence des Prix et honneurs de l'ACFA / Termes de référence du Fonds Georges A. Arès

Le CA provincial de l'ACFA a révisé les termes de référence des Prix et honneurs de l'ACFA et du Fonds Georges A. Arès. Il a notamment pris la décision d'abolir la soirée Georges A. Arès. Ceci étant dit, l'ACFA continuera à développer le Fonds Georges A. Arès et à remettre les Prix Georges A. Arès en leadership politique ainsi que les bourses associées.

Plan d'action de la francophonie albertaine

Les administrateurs et les administratrices ont reçu le Rapport de la deuxième phase de consultations qui mènera au Plan d'action de la francophonie albertaine 2022-2027, lequel a pour but d'alimenter les plans d'action des gouvernements. À ce point, 20 organismes de la communauté ont été consultés et 11 groupes de discussions ont

eu lieu, permettant à plus de 200 personnes de bonifier et prioriser la première ébauche. Un sondage aux Albertains et Albertaines d'expression française sera diffusé ce printemps. Les administrateurs et administratrices ont aussi reçu une stratégie d'influence pour la campagne électorale provinciale.

Gouvernance de l'ACFA

La directrice générale a présenté la situation actuelle, les constats, les résultats et considérations de l'atelier au Congrès annuel de la francophonie albertaine ainsi qu'un échéancier. Les administrateurs et administratrices ont ensuite entamé la discussion sur le dossier de la gouvernance de l'ACFA, en fonction de divers points. Un comité de travail a été mis en place et présentera quelques modèles à la prochaine rencontre du CA provincial de l'ACFA.

Finances

Les administrateurs et les administratrices ont adopté le bilan financier du 1er juillet 2021 au 31 décembre 2021. Ils ont également adopté la quatrième version du budget 2021-2022.

La prochaine rencontre du Comité exécutif est prévue le 23 mars 2022. La prochaine rencontre du CA provincial de l'ACFA est prévue les 25 et 29 mai 2022, en marge du Forum communautaire.



↑ Dans les hôpitaux, la détresse des patients pendant la pandémie de COVID-19 a perturbé les employés de la province. Crédit : Unsplash. De nombreux enfants ont contracté la COVID-19. Ils ont été soignés à Stollery Children's Hospital. Crédit : Courtoisie - Service de Santé de l'Alberta

LES IMPACTS DE LA COVID-19 SUR LA SANTÉ MENTALE DES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

Depuis deux ans, la COVID-19 fait des ravages en Alberta. Alors que la population a payé un certain prix avec plus de 4000 morts dans la province, la pandémie a aussi hypothéqué le système de santé albertain et ses professionnels. Travailleurs de première ligne, ils ont été et restent les témoins d'une souffrance, parfois indicible, des patients et de leur famille. Certains de ces soignants ont développé une détresse psychologique qui a eu un impact remarquable sur leur carrière.

Onfirmier depuis 18 ans, Jacques Kanku raconte qu'au commencement de la pandémie, ses collègues et lui étaient terrifiés. «Le nombre de patients augmentait chaque jour et les gens mourraient en grand nombre. Partout, c'était la panique totale!» À l'époque, la maladie est inconnue de tous. Aucun remède n'existe. Toutefois, le milieu scientifique mondial travaille d'arrache-pied à fabriquer un vaccin contre la COVID-19. Il est arrivé au Canada en décembre 2020, soit neuf mois après le début de la pandémie.

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



LE NOMBRE
DE PATIENTS
AUGMENTAIT
CHAQUE JOUR
ET LES GENS
MOURRAIENT EN
GRAND NOMBRE»

Jacques Kanku



ÇA L'A BEAUCOUP
AFFECTÉ LA
SANTÉ MENTALE
DES PATIENTS.
LE FAIT QUE LA
LEUR AIT ÉTÉ
BOULEVERSÉE,
ÇA NOUS A
ÉBRANLÉS»

Sylvie, étudiante
infirmière



CHANT' OUEST

Jeudi 24 mars 2022

20 h - Backstage Theatre

10330 84 Ave NW - Edmonton

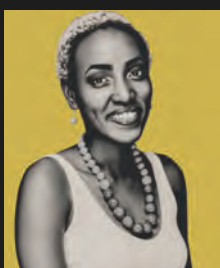
Le Chant'Ouest, de retour sur scène !

Direction artistique et musicale : Mario Lepage

Invité spécial : Post Script



Les billets à l'avance : tickets.fringetheatre.ca avec l'option de payer ce que vous pouvez. Les billets seront aussi disponibles à l'entrée.



Venez découvrir les artistes émergentes : Flora Luna (MB), Nyenimana (SK), Priscila Bieni (AB) et Véronique Trudel (C-B)



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage



musicaction



Radio-canada.ca



W
EST



Service d'assermentation gratuit à Edmonton

Pendant ce temps, Jacques Kanku se rappelle que les travailleurs de la santé qu'il côtoie sont **déséparés** de la situation puisqu'aucune solution n'existe pour soigner la maladie. La plupart des patients sont intubés aux respirateurs artificiels, chose qu'ils n'avaient jamais vue auparavant.

La tranche de la population qui est la plus atteinte est celle des personnes âgées. «Quand l'un d'entre eux rentrait à l'hôpital, ce n'était pas sûr qu'il allait en sortir vivant. C'était une grande désolation.»

DES CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES

Être témoin de la souffrance de leurs patients et les voir mourir tous les jours, «c'était traumatisant», se remémore l'infirmier. Leur niveau de stress est élevé. Il voit ses collègues «tombés au combat», qui s'absentent de plus en plus avec des conséquences sur les effectifs et les équipes. En effet, ceux qui restent en poste voient leur nombre d'heures de travail augmenté en flèche.

Le cercle infernal est bouclé avec les conséquences que l'on connaît : chirurgies reportées, délais d'attente extrêmement longs pour une consultation chez un spécialiste ou dans un laboratoire d'analyse, vague de délestage de patients aux États-Unis, etc.

Certains sont marqués par un stress post-traumatique. «Les gens sont tellement traumatisés qu'ils ont gardé des images en tête», explique celui qui s'est dévoué corps et âme avec son équipe pour le bien-être de la population. Ces images ne cessent de hanter les soignants.

En septembre 2020, il manque de plus en plus de personnel. Jacques Kanku est aussi à bout de souffle. Depuis mars, il travaille 16 heures par jour, cinq jours par semaine. Il fait de l'insomnie et il a une fatigue chronique. Il est alors obligé de réduire ses heures de travail. Il travaille alors deux jours et commence un travail avec un psychologue pour surmonter son état.

À l'heure actuelle, il n'a toujours pas repris son rythme de travail post-pandémie.

«Prochainement, je reprendrai mes semaines de cinq jours», dit-il avec espoir. Et même si la pandémie lui a causé beaucoup de traumatismes, Jacques Kaku a toujours éprouvé un grand sentiment de satisfaction et d'accomplissement lorsque l'un de ses patients rentrait à la maison.

«Au moins, on a sauvé une vie», dit l'homme qui croit en sa mission coûte que coûte et avec une grande fierté pour cette vocation.

DEVANT L'ISOLEMENT DES PATIENTS

Sylvie, étudiante en sciences infirmières à l'Université de l'Alberta, commence à travailler pour les Services de santé de l'Alberta (AHS) quelques semaines avant le début de la crise sanitaire.

Très rapidement, elle ressent beaucoup de difficultés face à la détresse et à la solitude des patients. Ces tranches de survie s'ajoutent au stress de la pandémie. Témoin «privilegiée», elle se remémore combien les restrictions en place et notamment l'annulation du droit de visite ont atteint l'état de santé des patients. «Ça l'a beaucoup affecté la santé mentale des patients. Le fait que la leur ait été bouleversée, ça nous a ébranlés.»

Devant la situation, les membres de son équipe de travail n'ont pas eu d'autres choix que de se serrer les coudes. «On a été présents les uns pour les autres pour s'entraider!»

Ces longs mois de pandémie, le mal-être de la profession, la solitude des patients n'ont finalement pas éteint les aspirations de la jeune femme. Cette expérience sur le terrain a eu un «impact positif» sur l'étudiante. Celui de la résilience.

Aujourd'hui encore, elle espère devenir infirmière agréée et faire une carrière au chevet des malades, tout en sachant ce que cela peut impliquer émotionnellement. ▲

GLOSSAIRE
ÊTRE DÉSÉPARÉ
Perdre tous ses moyens



GABRIELLE
BEAUPRÉ
JOURNALISTE

BESOIN D'INFORMATION JURIDIQUE?

Nous sommes là pour vous aider!

Par téléphone Sans frais 1 844 266-5822

Par courriel question@infojuri.ca | www.ajefa.ca

Service d'assermentation gratuit à Edmonton



IMMIGRATION : DEUX REVERS À LA MÉDAILLE DE LA SANTÉ

Alors que les établissements de santé manquent régulièrement d'employés, les nouveaux arrivants, diplômés dans leur pays d'origine, se voient souvent fermer la porte dans des occasions professionnelles. Entre un retour à l'université et un changement de carrière, le choix n'est jamais simple. Et comme si cela ne suffisait pas, ils se retrouvent parfois dans l'impossibilité d'obtenir des soins adéquats par méconnaissance des valeurs culturelles ou linguistiques des professionnels de la santé.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

GLOSSAIRE
GYNÉCOLOGUE
Médecin spécialisé
du système génital
de la femme



Boniface Bahi est originaire de la Côte d'Ivoire. Professeur d'anthropologie médicale au Campus Saint-Jean, il estime que la pénurie de main-d'œuvre dans le système de santé serait la solution à l'intégration des travailleurs de la santé immigrants.

Le problème est que «la reconnaissance du diplôme n'est pas toujours facile».

Bilé David, lui aussi natif de la Côte d'Ivoire, le confirme. Même s'il n'évolue plus dans le milieu médical depuis son arrivée en Alberta, il a déjà exercé la profession d'infirmier dans son pays d'origine. À son arrivée en 2013, son diplôme ne lui permettait que de travailler en tant que préposé aux bénéficiaires. Une dévaluation de ses compétences difficiles à accepter.

Pour travailler à nouveau comme infirmier, il aurait dû retourner deux ans sur les bancs de l'université. Une situation qui n'en valait pas la peine alors que lui-même n'était plus certain de sa volonté à continuer dans cette carrière. Il a donc préféré quitter ce domaine.

M. David est toutefois d'avis que ce retour en classe est important. Il permet aux nouveaux arrivants de comprendre le fonctionnement du système de santé canadien qui est d'ailleurs très différent de celui de nombreux pays d'Afrique.

Il témoigne que «certains immigrants ne sont pas heureux de recommencer à zéro». En effet, ils doivent alors concilier leur vie familiale, leur travail et leurs études. Compte tenu de la situation, certains d'entre eux, souvent surmenés, préfèrent changer de métier.



↑ Boniface Bahi, professeur d'anthropologie médicale au Campus Saint-Jean. Crédit : Courtoisie

DES PATHOLOGIES TROPICALES

Boniface Bahi souligne que ces travailleurs de la santé immigrants ont une expertise supplémentaire lorsqu'il s'agit de diagnostiquer les maladies tropicales. Parfois, pour certaines pathologies, «la technologie ne peut pas y répondre», alors que des professionnels qui ont vécu dans un environnement pandémique particulier peuvent faire la différence.

Il se rappelle que lorsqu'il était étudiant à l'Université de Montréal, un de ses camarades de classe est décédé suite à un voyage dans son pays d'origine. À son retour du Gabon, il était malade. «On l'a envoyé dans un hôpital où on pouvait traiter des maladies tropicales, mais les médecins ont eu de la difficulté à reconnaître les symptômes et donc, ils n'ont pas pu poser un diagnostic.»

Certaines pathologies tropicales telles que la malaria sont néanmoins mieux connues par le personnel médical canadien. D^{re} Michelle Dion avoue ne pas avoir rencontré souvent de personnes atteintes de maladies infectieuses dans son cabinet.

Elle se souvient que le peu de fois où elle a rencontré un nouvel arrivant fiévreux, son premier réflexe était de penser à la malaria. «Les immigrants vont aussi souvent penser qu'ils l'ont. Il y en a qui l'ont déjà fait et ils connaissent très bien la maladie.»

DES ENJEUX CULTURELS ET LINGUISTIQUES

Le rapport entre le professionnel de santé et son client peut être parfois confronté à des enjeux culturels en raison d'une «différenciation des valeurs», explique Boniface Bahi.

Pour illustrer son propos, il raconte une situation qui est déjà arrivée à l'un de ses confrères.

Ce dernier est un **gynécologue**. Un couple originaire de l'Afrique centrale vient le rencontrer dans son bureau. Il interroge la femme sur son état de santé, mais celle-ci ne répond pas. Dans l'incompréhension, il préfère faire appel à une de ses collègues pour tenter de nouer le dialogue et comprendre. «Dans sa culture, la patiente ne pouvait pas dire certaines informations en présence de son mari. Comme il était dans la pièce, elle ne pouvait pas parler.»

Par ailleurs, certains immigrants qui arrivent en Alberta ne parlent pas l'anglais. Se rendre à une consultation médicale devient parfois complexe. Les professionnels de la santé francophones ont une certaine sensibilité à ces difficultés et essaient de faciliter l'accès aux soins.

Dans les bureaux de Michelle Dion, les réceptionnistes ne parlent pas un mot de français. Cela ne l'empêche pas d'accueillir des patients francophones. Elle facilite l'accès à la prise de rendez-vous grâce aux réseaux sociaux.

«J'ai seulement cinq de mes patients qui me disent qu'ils veulent planifier un rendez-vous. Ça n'arrive pas souvent.» Dès qu'elle voit une notification de leur part, elle avertit les réceptionnistes qui appellent les patients en utilisant le 811 et les services d'interprétation afin de faciliter la communication. ▲



Communauté
Francophone
Accueillante

NOUS NE VOUS SOUHAITONS PAS SEULEMENT LA BIENVENUE NOUS Y PARTICIPONS

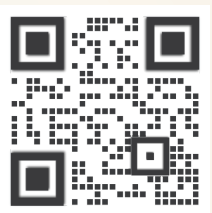
TROUSSE D'ACCUEIL
Pour les nouveaux arrivants francophones

APPLICATION MOBILE
Services et ressources en français utiles à votre installation

Bénéficiez du SERVICE D'ACCUEIL sur inscription

Contactez-nous (403) 532-8576.
Une trousse de bienvenue vous attend ! info.calgary@acfa.ab.ca





FRANCOPHONIE-CALGARY.CA/NAF





Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada



Immigration, Refugees and Citizenship Canada



RUBRIQUE JURIDIQUE

COLLABORATION SPÉCIALE AVEC L'AJEFA



“

LA LOI LINGUISTIQUE DE L'ALBERTA (IRONIQUEMENT LA SEULE LOI ÉCRITE DANS LES DEUX LANGUES OFFICIELLES) MENTIONNE EXPLICITEMENT QUE L'ANGLAIS EST LA LANGUE OFFICIELLE DANS LA LÉGISLATURE ET LES TRIBUNAUX ALBERTAINS”

Maitre Justin Kingston

↑ Crédit : Alex Pugliese / Unsplash.com

DROITS LINGUISTIQUES EN ALBERTA : UN SURVOL INFORMATIF



MAITRE JUSTIN KINGSTON
AVOCAT

Maitre Justin Kingston, associé au cabinet McCuaig Desrochers LLP à Edmonton, pratique en droit immobilier, commercial, et successoral. Il est président sortant de l'AJEFA et chargé de cours à la faculté de droit de l'Université de l'Alberta où il enseigne l'introduction aux droits linguistiques.

LANGUES OFFICIELLES
Les langues officielles du Canada sont l'anglais et le français. Elles sont protégées par des lois et bénéficient d'un statut égal. Cela signifie qu'aucune langue n'est supérieure à l'autre. La *Loi sur les langues officielles* et la *Charte canadienne des droits et libertés* accordent des droits et privilèges quant à leur usage dans les institutions fédérales. Ces lois permettent de recevoir des services dans les langues officielles. Toutefois, les autres langues ne sont pas visées par ces droits et privilèges.

CONTEXTE ALBERTAIN

La *Loi sur les langues officielles* ne s'applique ni aux entreprises privées ni aux gouvernements provinciaux ou municipaux de sorte que les règles provinciales diffèrent de celles mentionnées précédemment. Chaque province a sa propre approche envers les langues officielles du Canada. Chaque province a le pouvoir d'adopter ses propres lois et politiques afin d'accorder des droits linguistiques.

La *Loi linguistique* de l'Alberta (**ironiquement** la seule loi écrite dans les deux langues officielles) mentionne explicitement que l'anglais est la langue officielle dans la législature et les tribunaux albertains. En fait, la *Loi linguistique* accorde des droits par rapport au contexte où l'usage de la langue française est permis en Alberta. Cette *Loi* accorde des droits linguistiques limités aux justiciables devant les tribunaux, plus précisément le droit de communiquer verbalement

devant tous les niveaux de tribunaux en Alberta. Le règlement «Languages in the Court Regulation» de la *Loi linguistique* explicite davantage quand le français peut être utilisé dans les procédures devant les tribunaux.

Il est important de noter que la *Loi linguistique* et son règlement sur l'usage du français dans les tribunaux n'accordent pas un droit d'être compris en français. En 2017, la province de l'Alberta a adopté une politique en matière de francophonie afin de soutenir la vitalité de la francophonie, incluant un engagement d'améliorer l'accès à la justice en français.

PROCÈS CRIMINEL EN FRANÇAIS

Le *Code criminel*¹ accorde le droit à un procès criminel dans la langue officielle choisie par l'accusé.² Ce procès doit aussi avoir lieu devant un juge qui comprend cette même langue. Donc, les francophones en Alberta ont le droit à ce que leur procès criminel se déroule en français.

Devant la cour provinciale, un procès en français peut être demandé lorsqu'il s'agit d'infractions provinciales.

LE DIVORCE ET LE FRANÇAIS DEVANT LES TRIBUNAUX

Des changements récents à la *Loi sur le divorce* visant à améliorer l'accès à la justice accordent des droits linguistiques dans le cadre des procédures de divorce, telles que les procès, des formulaires et des services d'interprétation dans la langue officielle de son choix.

La mise en application de ces droits conférés par cette loi fédérale dépend de chaque

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS ET DES RESSOURCES, visitez ajeфа.ca ou composez le 1-844-266-5822 pour un rendez-vous au Centre albertain d'information juridique.

province et territoire. En effet, un décret³ doit être rendu afin que ces changements entrent en vigueur. Bien que plusieurs provinces et territoires aient mis en pratique ces changements, l'Alberta n'a pas encore entrepris cette démarche.

Certains changements peuvent, en revanche, être observés à la Cour du Banc de la Reine de l'Alberta tels que la disponibilité

de formulaires en français et la possibilité de demander, de manière électronique, une audience en français. Une avocate-conseil des services en français et interprètes (ASFI) s'occupe aussi des questions liées aux services en français.

Il est aussi important de noter que les avocats ont un devoir déontologique d'informer leurs clients de leurs droits linguistiques. Pour en savoir plus sur les droits linguistiques, vous pouvez vous informer auprès du Centre albertain d'information juridique ou consulter un avocat. ▲



GLOSSAIRE

IRONIQUEMENT

De manière sarcastique, qui tend à la moquerie

¹ Article 530 du *Code criminel* du Canada

² Selon les circonstances

³ Les provinces et territoires suivants ont rendu un tel décret : Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Yukon et Nunavut.



Association des
juristes d'expression française
de l'Alberta



**CENTRE ALBERTAIN
D'INFORMATION JURIDIQUE**
ALBERTA LEGAL INFORMATION CENTRE

C'est quoi le français laurentien?

C'est une variété de la langue française principalement parlée au Québec, ayant pris naissance dans la vallée du Saint-Laurent pour ensuite gagner l'Ouest canadien.



David Rosychuk, étudiant au Campus Saint-Jean. Anne-José Villeneuve, professeure agrégée de linguistique française au Campus Saint-Jean et professeure associée au département de linguistique de l'Université de l'Alberta. Crédits : Courtoisie

LES FRANCO-ALBERTAINS PARLENT «UN ANGLAIS DÉGUISÉ EN FRANÇAIS»

Qui n’a pas déjà entendu une phrase du même genre concernant le français des Albertains? Perception ou réalité linguistique? Pour sa thèse en sociolinguistique, **David Rosychuk**, étudiant au Campus Saint-Jean, a comparé le français parlé dans le contexte minoritaire albertain au français parlé au Québec, là où la majorité emploie cette langue au quotidien. Les résultats obtenus sont étonnants.

« En sociolinguistique [...] on observe des tendances et on essaie de voir de quelle façon le contexte social, les interactions sociales, les identités sociales influencent la langue. Ou de quelle façon la langue témoigne de ces patrons sociaux », explique Anne-José Villeneuve, professeure agrégée de linguistique française au Campus Saint-Jean, qui a supervisé le travail de recherche de David Rosychuk.

Peu d’études sur le français albertain s’attardent à la **morphosyntaxe**, la grammaire et la structure de la phrase. David Rosychuk a utilisé des entrevues réalisées en 1976 et au début des années 2000 à Falher et à Bonnyville, afin de comparer le français parlé en Alberta à celui d’autres régions francophones du pays. Ces deux villes comptent la plus grande concentration de francophones en Alberta. Falher est même majoritairement francophone, du moins elle l’était lors des recensements faits dans les années 1970 et au début du 21^e siècle, tandis que Bonnyville est une région francophone minoritaire importante.

Après l’analyse de ces entrevues, à partir de trois variables précises, David est en mesure de conclure que les Franco-Albertains ont un français semblable au français parlé au Québec. «Ce sont toutes deux des variétés laurentiennes du français et il y a des similarités maintenant confirmées avec une étude quantitative. En général, la région de Falher a un français plus proche de celui du Québec, probablement car c’est une région majoritaire, alors que Bonnyville a un français plus similaire au français ontarien », explique-t-il.

LE FRANÇAIS DU DIMANCHE

Ce que les chercheurs notent est que les gens ont tendance à utiliser davantage le «français du dimanche», c’est-à-dire un français plus soutenu quand ils se retrouvent en situation minoritaire, car ils parlent français dans des contextes plus formels comme l’école ou le travail. Alors que lorsqu’ils emploient le français au quotidien, les Albertains ont un parler plus détendu, moins soumis à la forme. Ils semblent se soucier moins de la grammaire et de la structure des phrases. «Les locuteurs étudiés à Falher se comportaient davantage comme des francophones non restreints ou

majoritaires qui utilisent le français dans beaucoup de contextes de leur vie quotidienne contrairement aux francophones de Bonnyville qui se comportaient un peu plus comme des francophones un peu plus restreints », conclut Mme Villeneuve.

UN FRANÇAIS PLUS CONSERVATEUR?

Une autre tendance intéressante et surprenante qui est ressortie de cette étude est que le français albertain semble évoluer différemment du français dans l’est du pays. Certains phénomènes linguistiques semblent peu changer en Alberta à travers le temps. David Rosychuk émet quelques hypothèses pour expliquer cette tendance. «Il se peut que le français évolue ici, mais à un rythme plus lent. Ça fait peut-être partie de l’environnement plus conservateur de l’Alberta ou est-ce que c’est parce qu’il y a moins de francophones donc moins d’opportunités de changement au niveau de la langue.»

David Rosychuk croit qu’il faut faire davantage d’études sur le français albertain afin de dresser un portrait plus élaboré de la situation et pour voir si le français a changé depuis le début du siècle. «J’ai étudié trois phénomènes linguistiques qui se passent en français albertain. C’est clair qu’il y a plus de phénomènes linguistiques et plus de régions à explorer. Ça vaut la peine d’étudier le français en Alberta.» ▲

FAHLER

BONNYVILLE



FRANCOPHONIE

IJL -

RÉSEAU.PRESSE

- LE FRANCO



GLOSSAIRE

MORPHOSYNTAXE

Étude des règles morphologiques et syntaxiques de la formation des énoncés



GENEVIÈVE BOUSQUET

JOURNALISTE

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

• **SIMON-PIERRE POULIN**
DIRECTEUR
DIRECTION@LEFRANCO.AB.CA
APPLI@LEFRANCO.AB.CA

• **VALÉRIANE DUMONT**
DIRECTRICE ADJOINTE
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

• **ARNAUD BARBET**
RÉDACTEUR EN CHEF
REDACTION@LEFRANCO.AB.CA

• **GABRIELLE BEAUPRÉ**
JOURNALISTE
REPORTAGE@LEFRANCO.AB.CA

• **ISAAC LAMOUREUX**
JOURNALISTE
journaliste.edmonton@lefranco.ab.ca

• **CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS**
ÉTIENNE HACHÉ, ISABELLE CLICHE,
MEDHI MEHENNI, GENEVIÈVE BOUSQUET

• La maquette et le graphisme
ANDONI ALDASORO ROJAS

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Annonces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.



Lignes Agates Marketing



réseau presse



FIER MEMBRE



Beatzel & Coldwell Web Printing

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada



1^{er} au 31 mars **2022**



Les
Rendez-vous de la
Franco
phonie

**Participez à nos concours
dès maintenant!**

Visitez le RVF.ca

